

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 7 OCTOBRE 1977 - N° 526

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Belgrade
1^{re} séance

Scepticisme sur la détente

Au cours de la première journée de la conférence de Belgrade la moitié des pays participants ont pris la parole.

Le délégué yougoslave est intervenu pour souligner que les forces des deux blocs, l'OTAN et le pacte de Varsovie, et leurs manœuvres avaient considérablement augmenté au cours des deux années qui viennent de s'écouler, depuis la signature de l'Acte final d'Helsinki.

De nombreux pays ont rejoint le délégué yougoslave pour estimer que «l'esprit d'Helsinki», la «détente» n'auraient de signification que pour autant que les superpuissances s'acheminent vers un désarmement. Ce qui n'est pas le chemin pris jusqu'à présent comme l'a montré le bilan tiré pour les deux dernières années.

La France, l'Angleterre, les USA et l'URSS devaient prendre la parole jeudi avant que les travaux se poursuivent à huis-clos.

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé et dont nous publions la suite dans ce numéro, Natalia Gorbanevskaja déclare : «Logiquement, je pense qu'il ne sortira rien de cette conférence» pour la cause des droits de l'homme en Union soviétique.

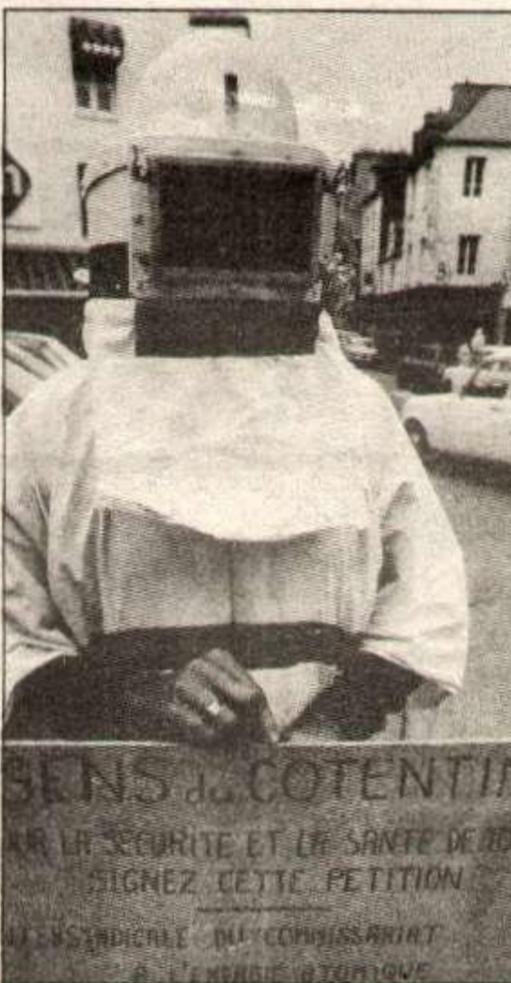
Lire en page 8
la fin de notre entretien
avec Natalia Gorbanevskaja

NUCLÉAIRE

LA HAGUE : DANGER IMMÉDIAT !

Le SNPEA-CFDT demande l'arrêt
de l'usine pour 6 mois

Un rapport du Comité Hygiène et Sécurité élargi de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague, demande l'arrêt immédiat de celle-ci pour six mois, en raison des dangers qu'elle présente. C'est un véritable acte d'accusation dont nous publions aujourd'hui de larges extraits.



SENS DU COTENTIN
PAR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DE NOS
SIGNÉZ CETTE PÉTITION
SYNDICAT DU COMMISSARIAT
A L'ÉNERGIE ATOMIQUE

CARTER RASSURE DAYAN

Dayan a reçu de Carter l'assurance que les États-Unis continueraient de soutenir l'État d'Israël, l'assurance qu'ils s'en tenaient aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui nient les droits du peuple palestinien. Mais Israël reste un pivot essentiel de la

politique américaine, au Moyen-Orient et ses initiatives propres d'agression ne doivent pas gêner la politique d'ensemble des USA dans la région. C'est le sens de l'accord américain pour la déclaration commune avec l'URSS, qui a inquiété le gouvernement.

Voir page 9

notre article sur la situation au Sud Liban

DES SUCCES POLITIQUES POUR LA RÉSISTANCE

Lire notre dossier
en page 10

LES IMMIGRÉS CONTRE STOLÉRU

Le refus massif du départ



Le gouvernement veut se débarrasser massivement des travailleurs immigrés. Stoléru a été chargé de la besogne et pour cela, a pris une série de mesures ignobles. La publication de ces mesures s'accompagne d'une relance très nette de la campagne raciste.

Parmi les travailleurs immigrés, la colère est grande, on se prépare à riposter. Nous sommes allés au foyer Sonacotra de Bagnolet, demander leur point de vue à ces travailleurs.

(LIRE NOTRE REPORTAGE PAGE 2)

PCF : le Comité Central face à la crise

Le comité central du PCF, à l'heure où nous mettons sous presse, n'avait encore donné lieu à aucune déclaration publique. Cependant, sous le titre : «Lutter pour l'union, obtenir un bon accord», L'Humanité d'hier soulignait en première page : «l'importance de cette session du comité central, au moment où le PS confirme son refus de reprendre les discussions sur la base du programme commun de 1972 et de faire, à son tour, le pas qu'a franchi le parti communiste dans son effort maximum de conciliation». C'est dire qu'il y avait fort peu de chances pour que cette réunion débouche sur de nouvelles propositions du PCF concernant la renégociation du programme commun. C'est d'ailleurs ce que tendait à confirmer la revue de presse de l'organe du PCF, qui insistait sur les commentaires décrivant la situation comme bloquée.

Bombe à neutrons pour l'armée française ?

L'armée française envisagerait de se doter de nouvelles armes sophistiquées, dont la bombe à neutrons et la bombe à aerosol. Ces armes, particulièrement meurtrières, auraient entre autres avantages, aux yeux des États-majors, d'être peu coûteuses !

(LIRE PAGE 6)

LUTTES OUVRIERES

Succès revendicatif aux
cartonneries la Rochette

Les travailleurs de la Rochette-Hermitage (fabrique de papier carton de Blendecques dans le Pas de Calais) avaient engagé la lutte contre la suppression d'emploi et contre la surcharge de travail. A la suite d'une série de débrayages, ils viennent d'obtenir plusieurs points de leur plate-forme revendicative : réduction des contrats de travail à durée limitée, amélioration des conditions de travail et surtout, embauche de 20 personnes en supplément.

CFA d'Oradou (près de
Clermont Ferrand)
lutte pour la
réintégration
d'un professeur
syndicaliste

Le Centre de formation des apprentis du bâtiment, 2 rue Dabert (Oradou), fonctionne depuis sept ans.

Les apprentis, jeunes travailleurs du bâtiment, tout en travaillant chez un patron, viennent en CFA à raison d'une semaine sur 4 pendant 2 ans pour suivre des cours les préparant au CAP. Ils reçoivent un salaire bien inférieur au SMIC... Ce qui ne va pas sans poser des problèmes à leurs parents.

Mais ce centre pratique également les sanctions et les licenciements. En 7 ans, 19 personnes sanctionnées dont 7 licenciées ou contraintes à démissionner. Le dernier licenciement est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase... parce que fait dans des conditions particulièrement scandaleuses.

La direction du CFA a prétexté une baisse des effectifs et des difficultés financières pour licencier un professeur. La raison réelle est que Paul Bany gênait la direction par ses opinions syndicales.

Licencié depuis le 15 mai et sans travail depuis la fin juillet, l'enseignant, soutenu par le personnel du CFA et par la CFDT lutte pour sa réintégration. La direction nationale a cédé et refuse le licenciement mais le directeur du CFA de Clermont, M. Monier, soutenu par le président du conseil d'administration, M. Déodat, s'obstine à ne pas le réintégrer.

La situation étant bloquée, l'enseignant a décidé de faire la grève de la faim jusqu'à sa réintégration. Il occupe la salle des professeurs appuyé par le personnel et la CFDT.

Mesures scélérates de Stoléru

LE REFUS MASSIF
DU DÉPART

Malgré toute la propagande et les efforts du gouvernement, l'opération «aide au retour» (prime d'un million pour chaque immigré «acceptant» de quitter la France), véritable prime à l'expulsion, a été, jusqu'ici, un échec. Sur 50 000 travailleurs concernés et 23 000 ayant répondu au questionnaire des services de l'ANPE, seuls 3 500 d'entre eux sont partis. Depuis, Stoléru a sorti de nouvelles mesures

scélérates dont celle interdisant la venue en France des familles des travailleurs immigrés, pour une durée de trois ans au moins. Actuellement, dans la région parisienne, d'autres mesures, moins officielles, sont mises en place pour tenter d'accélérer les départs. Des travailleurs du foyer Sonacotra de Bagnolet, aux portes de Paris, nous en ont parlé.

Première constatation : deux travailleurs du foyer seulement ont accepté de partir. Leurs camarades nous expliquent pourquoi : «Accepter le million ? Avec une telle somme, si je rentrais au Maroc, je n'aurais plus rien au bout de trois mois. De plus, comme les millions d'immigrés, je serais à nouveau obligé de cotiser à la caisse de retraite, à celle de la Sécurité sociale, à condition bien sûr que je trouve du travail... mais en recommençant à zéro. Il n'y a pas de transfert, en cas de retour, des dossiers de la Caisse familiale, par exemple, tu perds tous tes droits. Et ceci après avoir cotisé pendant des années... Je connais un ami marocain qui est en France depuis 1948 avec qui j'ai parlé de la prime. Il a épluché toutes ses feuilles de paye et il m'a affirmé : «même s'ils me donnaient un million je serais encore perdant dans l'affaire. C'est à peu près la somme que j'ai versée depuis 30 ans pour les différentes cotisations. Alors avec un million !»

Il faudrait repartir à zéro... à condition de trouver du travail : A ce propos il y a l'illusion qui est répandue : avec un million, le travailleur en rentrant chez lui pourrait trouver un travail intéressant : prendre un petit commerce ou une station service. Avec un million, en fait, c'est différent d'il y a 15 ans, tu ne peux plus rien faire avec. Mes parents et mon frère sont commerçants, je connais le prix d'une gérance, c'est à dire le prix pour avoir la clef d'un fonds de commerce, vide bien sûr, c'est 5 millions ! Non... à moins d'avoir un bout de terrain, l'avenir du travailleur immigré est tout tracé. Il vivra quelques mois et il se retrouvera OS s'il trouve».

«L'AIDE AU RETOUR»
UN REFUS MASSIF

Les mesures «d'aide au retour» ont été un échec parce que seuls 3 500 travailleurs l'ont «accepté» mais parmi ceux-ci, beaucoup avaient décidé de partir bien avant. C'est le cas par exemple, pour les deux travailleurs du foyer Sonacotra.

«Il y a au foyer un marocain qui est parti mais ce n'est pas poussé par le million. Il allait partir de toute façon : il a six gosses et sa femme a été



Les «foyers taudis», ou les appartements «non dans les normes» : prétexte à l'expulsion des travailleurs immigrés.

hospitalisée. Comme on lui proposait un million ça tombait bien mais c'est tout».

«Je connais aussi un Tunisien : avant les mesures, il avait demandé à l'ANPE si on pouvait lui verser les allocations chômage d'un an, d'un seul coup. Ils lui ont dit non. Il allait partir. Deux jours après, il y a eu le million». D'une manière générale, «ceux qui ont accepté d'après ce qu'on peut connaître, sont ceux qui ont travaillé depuis 25 ans ou 30 ans en France et qui sont séparés depuis cette si longue période de leur famille».

L'échec des premières mesures du gouvernement ont poussé celui-ci à les étendre aux travailleurs immigrés ayant exercé une activité salariée au moins cinq ans en France. Pour les travailleurs du foyer de Bagnolet interrogés, cette mesure n'est pas la plus dangereuse : les travailleurs en chômage n'ayant pas accepté de partir, ceux travaillant refuseront à plus forte raison de partir. Stoléru a décidé par contre d'une autre mesure : interdire la venue en France des familles des travailleurs immigrés durant au moins trois ans, après avoir constaté que c'est justement cette raison qui a poussé quelques travailleurs à partir il y a un mois.

LES LOGEMENTS
«INSALUBRES»
PRÉTEXTE
A L'EXPULSION

Mais cela ne suffisant pas, ce sont maintenant les familles des travailleurs, qui sont actuellement en France, que le gouvernement envisage d'expulser. «Dans ma boîte, il y a justement un camarade immigré. La préfecture vient d'expulser sa femme qui était en France depuis quatre ans. Elle a deux enfants. Le prétexte donné par la préfecture, c'est que son mari possède... un logement insalubre». Une «insalubrité» à propos de laquelle bien entendu la préfecture n'avait rien trouvé à redire depuis quatre ans ! «Nous avons alors fait des démarches auprès de la municipalité de Bagnolet, (mairie PCF) pour trouver un logement dans les «normes». Elle nous a répondu qu'il n'y avait pas actuellement d'HLM de libre ; après une délation à la préfecture de Bobigny, on nous a accordé un sursis d'un mois».

Depuis l'annonce des mesures, et notamment dans la région parisienne, tout est fait par le gouvernement pour que les travailleurs immigrés ne trouvent pas de logement. L'O.C.I.L. (service de programme de logements) dont 1 % des fonds proviennent des cotisations versées par les travailleurs,

a théoriquement pour fonction d'en trouver. Mais depuis quelque temps, à chaque fois qu'un travailleur immigré se présente pour trouver un logement «suivant les normes», les seuls proposés se trouvent très loin de Paris, le travailleur ne peut l'accepter car c'est le risque de l'expulsion. De plus, les cotisations versées à l'OCIL par les travailleurs immigrés, sont depuis quelques temps bloquées...

Plus grave encore, dans la région parisienne, les travailleurs immigrés ayant un logement dans les «normes» ont désormais le risque de se voir expulsés eux aussi faute d'avoir une «régularisation» sur le papier qu'on a toujours refusé de leur donner ces derniers mois, voire ces dernières années !

«J'ai un collègue qui est en France depuis 15 ans. Il a amené sa femme il y a trois ans. A l'époque, on lui avait dit : «Il faudrait changer de logement», ce qu'il a fait. Pendant trois ans, il a fait une demande officielle comme quoi il était «en règle». On lui a toujours refusé. Et l'autre jour, on lui a dit : «Comment ? Ca fait trois ans que vous êtes là et c'est maintenant que vous entreprenez la régularisation ? Vous avez quinze jours pour renvoyer votre femme, sinon, nous nous en chargerons nous-mêmes».

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



A nos correspondants

Depuis le 1er septembre, le Quotidien du Peuple a été contraint de modifier ses heures de tirage en fonction de la mise en place progressive de la télé-impression dont notre journal ne peut bénéficier : il n'y a qu'une édition du soir, imprimée vers midi.

Dans ces conditions, nous soulignons auprès de nos correspondants que les articles téléphonés après 8 heures du matin (sauf pour un événement exceptionnel à 10 h 30 pour une correspondance brève) ne peuvent pas passer dans cette édition, diffusée l'après-midi à Paris et le lendemain matin en province.

Sauf pour les exceptions que nous venons d'indiquer, nous invitons nos correspondants à téléphoner entre 14 heures et 19 heures.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIÈRES

Régie Renault

Pendant que les mouvements se poursuivent...

LA DIRECTION CGT AIMERAIT BIEN NÉGOCIER

La situation reste inchangée à Renault Billancourt. Les caristes du 38 continuent leur mouvement. Jour et nuit, ils occupent leur atelier et ont renforcé la vigilance depuis les alertes provoquées par les attaques de commandos des cadres. La dernière ayant tourné court, les agresseurs ont terminé l'opération par un petit gueuleton dans une auberge de Meudon (aux frais de l'entreprise nationalisée bien sûr). Les débrayages de solidarité continuent, souvent spontanés.

Les travailleurs lock-outés se sont malgré cela, présentés à leur poste de travail. Ils ont distribué un tract dans l'usine en soutien à leurs camarades du 38 en grève et pour exiger la satisfaction des revendications communes à toute la régie notamment les salaires.

Dans les secteurs professionnels, les mouvements de débrayages se poursuivent également.

Toute cette effervescence dans l'usine de Billancourt est le signe du mécontentement profond des travailleurs de la régie. Depuis le plan Barre, les salaires n'ont pratiquement pas bougé mais par contre le coût de la vie a continué de grimper en flèche. Les travailleurs de la régie, en passant à l'offensive, entendent faire céder cette direction qui refuse obstinément, malgré ses sous-entendus sur «les contacts qui seraient pris», de satisfaire les revendications. Si les mouvements de grève illimitée avec occupation ne touche pour l'instant que deux secteurs bien délimités, le mécontentement est très profond, est bien plus large dans toute la régie, et pas seulement à Billancourt.

Le syndicat CGT a réuni son «cartel». L'ensemble des syndicats CGT de toutes les entreprises de la Régie «dénouçait les mesures de lock-out prises par la direction» qui d'ailleurs menace de les étendre. On se dit prêt du côté de la direction de la CGT à coordonner éventuellement «une riposte de mas-

se si la direction de la Régie continue d'appliquer une politique de provocation». Il ne semble pourtant pas que l'on s'oriente actuellement vers une extension de la lutte à l'ensemble des boîtes de la régie. Ce n'est guère surprenant. Pour la direction CGT, les conditions n'y sont pas : d'abord, on est bien près des élections et par conséquent ils ne veulent pas «s'embarquer dans une aventure» dont on ne sait jamais à l'avance comment elle va tourner, même quand «on tient les affaires en main» depuis longtemps. Et puis surtout, Renault, c'est l'entreprise nationalisée que

l'on met sans cesse sur le devant de la scène, que l'on vante à tout propos et même parfois hors de propos (comme Séguy face à Ferry l'autre jour à la télé). Il serait bon que dans cette période où l'épineuse question des nationalisations pose tant de problèmes à la gauche, il n'y ait pas trop de vagues du côté de cette «entreprise modèle» qu'est la Régie. D'après la direction CGT bien sûr.

C'est pourquoi, depuis le début de cette série de grèves, la direction de la CGT lance des appels désespérés à la direction de la régie pour en finir au plus tôt de façon «raisonnable».



DIFFICULTÉS POUR LE PCF AU SEIN DE LA CGT

La Commission exécutive de la CGT était réunie les 3 et 4 octobre à Montreuil. Deux points étaient prévus à l'ordre du jour : questions revendicatives et situation de la main-d'œuvre féminine. En fait, comme il était prévisible, la discussion a largement porté sur la «situation politique».

Bien que les dirigeants CGT aient tenu à réaffirmer l'unité de la Commission Exécutive, il semble bien que les débats durant ces deux jours aient été âpres. De l'aveu même de Séguy, les délibérations ont été particulièrement longues. Et la résolution de la C.E. n'a pas été votée à l'unanimité : deux membres ont voté contre. Ce n'est pas courant sur des questions de cette importance, au sein de la plus haute instance de la CGT. De plus, Séguy, en réponse à des questions de journalistes, a précisé qu'il n'avait jamais été demandé par la direction confédérale de se rendre en délégation auprès des partis de gauche (le PS en l'occurrence).

Ces difficultés d'unification de la Commission Exécutive arrivent après la protestation de Germon, rédacteur en chef du *Peuple* (organe officiel de la CGT) contre les prises de positions de la direction confédérale, qui, dans les faits, équivalent à un soutien très net au PCF. Il a également été question de la déclaration du Bureau Confédéral du 22 septembre. Séguy, faisant allusion aux discussions de la C.E. sur ce point, indiquait : «Il y a eu, dans quelque cas, ceux qui s'interrogent sur la légitimité de la déclaration du 22 septembre». Il y avait eu aussi, il y a quelques jours, une déclaration des syndiqués CGT membres de la fédération

de Paris du PS qui protestait contre le soutien de fait de la direction de la confédération au PCF dans la querelle de la gauche.

A l'évidence, l'unanimité ne règne pas au sein de la CGT sur cette question, y compris dans ses plus hautes instances. De quoi s'agit-il ? Ce qui saute aux yeux immédiatement, c'est la tentative du courant PS au sein de la CGT de maintenir (à défaut d'un impossible soutien au PS), une certaine neutralité de la confédération. Mais au delà, il y a sans doute les interrogations nombreuses de franges de plus en plus larges de syndiqués, de militants, sur l'attitude de la direction. Depuis toujours, les hommes du PCF protestent contre les «procès d'intention», réaffirment «l'indépendance de la CGT». Après être restés un moment silencieux dans la querelle de la gauche,

les dirigeants ont finalement pris position pour le PCF ouvertement. De manière habile (du moins le pensaient-ils), en réaffirmant les positions de la CGT, qui, comme chacun sait, sont calquées point par point sur celles du PCF. Cette grossière tactique a semblé-t-il provoqué quelques remous. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour exiger une stricte neutralité de la CGT dans le conflit. Du coup, les hommes du PCF sont obligés de manœuvrer en recul, de se justifier. Cette situation, difficile pour eux, est favorable pour tous les syndicalistes CGT qui luttent pour que leurs syndicats ne servent plus de masse de manœuvre pour le PCF mais soient des outils au service des intérêts de classe des travailleurs.

Gérard PRIVAT

Montefibre voudrait licencier 6 000 travailleurs

Montefibre, la filiale de la Montedison pour les fibres chimiques, vient d'annoncer en Italie qu'elle envisage de licencier 6 000 personnes en tout. Ainsi, la fermeture de l'usine de St Nabord dans les Vosges n'était qu'un commencement. Montefibre invoque à l'appui de sa décision d'importantes difficultés financières. L'exercice 76 aurait parait-il, été déficitaire pour la somme de 100 milliards de lires (environ 550 millions de francs).

En ce qui concerne l'usine de St Nabord, des bruits circulent toujours sur la présentation par la Montedison d'un plan de redémarrage avec 800 personnes. Pour leur part, les travailleurs qui occupent toujours l'usine des Vosges, sont plutôt sceptiques sur l'existence d'un tel plan.

Pas de licenciements à Manufrance... juste des préparatifs et départs volontaires

Sanguedolce, le maire PCF de Saint-Étienne est satisfait. Il a annoncé qu'il n'y aura pas de licenciements chez Manufrance. Bonne nouvelle en effet qui devrait réjouir les travailleurs menacés de perdre leur emploi. C'est après les discussions menées entre les curateurs et les organisations syndicales que les suppressions d'emplois ont été écartées. Vertus du dialogue... L'affaire Manufrance se terminerait plutôt bien alors ? pas tout à fait semble-t-il car «les départs en préretraite et les départs volontaires sont considérés comme inévitables». Et encore : «des mesures de chômage partiel sont aussi envisagées». Diable ! On croirait entendre n'importe quel patron !

Évidemment, dit Sanguedolce, il convient de procéder à des réorganisations. Quel langage dans la bouche d'un homme qui se prétend défenseur des intérêts des travailleurs.

On n'a pas de précisions sur le nombre de ces «départs volontaires» et préretraites, qui ne sont rien d'autre que des licenciements déguisés comme dans n'importe quelle entreprise capitaliste. Au fait, une question à méditer sérieusement : qu'est-ce que ce sera pour les travailleurs si le PCF parvient au pouvoir ? Une autre, complémentaire : combien de restructurations, combien de départs volontaires, combien de préretraites dans ce vaste secteur nationalisé que le PCF exige ?

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

PASSEZ VOS COMMANDES 8 F
+ 2 F DE PORT

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

- La tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paulo Lajeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissegaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Vive la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ca branle dans le menche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F
 F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
 Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

INFORMATIONS GENERALES

La campagne nationale contre le cancer : en 77 un dimanche sur trois était jour de quête !

UNE MENDICITÉ PUBLIQUE PLANIFIÉE PAR L'ÉTAT

● Dans un peu plus d'une semaine, s'ouvrira la prochaine campagne nationale contre le cancer (du 14 au 23 octobre) avec quête le 23.

Cette quête sera exactement la quatorzième depuis le début de l'année ! Au total il y aura eu 17 quêtes nationales en 1977, mais toutes ne produisent pas le même rapport. Certains thèmes faisant se « délier les bourses » mieux que d'autres. Mais dans l'ensemble, les travailleurs commencent à se lasser de cette politique de la main tendue, qu'ils subissent en faisant leur marché ou sur le pas de leur porte un dimanche sur trois.

Les chiffres sont parlants. En 1970 la Fondation de la recherche médicale recueillait 28 millions de F de sa quête annuelle. En 1976 la même fondation ne recueillait plus que 7,2 millions. Sollicités à tour de rôle pour les lépreux, les paralysés, les cardiaques, la faim dans le monde, les jeunes au plein air, les anciens combattants, les aveugles, le cancer, les « quêtés » commencent à en avoir assez de toujours donner pour des actions dont ils voient mal le résultat.

LES MARCHANDS DE QUÊTE

Face à cette baisse générale des rapports, les associations officielles ont imaginé plusieurs stratagèmes. Le Comité national de défense contre la tuberculose la quête directe sur la voie publique, trop peu payante pour se mettre à vendre des timbres pendant une campagne de deux semaines qui lui rapporte à peu près 11 millions.

Certaines associations font appel aux publicistes pour améliorer le produit des quêtes. La société qui se charge de la publicité empoche une partie de la quête et le reste est récupéré par l'association. On peut parler d'un véritable « investissement promotionnel ». Ainsi Havas conseil fut chargé d'organiser une campagne pour la Fondation de la recherche médicale. Au vu des bons résultats que procurent les campagnes de publicité, les autres associations suivent la même méthode : elles sont encouragées de

surcroît par l'aide de l'Etat qui est le premier intéressé dans l'affaire. Il leur procure l'accès gratuit aux médias, des tarifs postaux préférentiels et une détaxe de la TVA...

Mais cela ne suffit pas. Il leur faut encore trouver des idées, les gens accep-

D'autre part des rencontres sportives (courses cyclistes, matchs de rugby) seront organisées ainsi qu'un gala de variété. Par ce moyen la Ligue et l'Association paye le développement de la recherche sur le cancer de Villejuif comptent gagner 30 millions de F (soit 22 millions de plus que pour une simple quête).

LE PARTAGE DU MAGOT

L'argent ramassé au cours des quêtes représente environ le quart des ressources de ces associations, le reste étant fourni par les adhésions et parfois des subventions. Un exemple : la Ligue nationale

associations réunies « par grande cause », le calendrier des quêtes publiques. En 1977, il y a eu en moyenne une quête tous les trois dimanches en France !

Celle pour les lépreux a rapporté 2 millions, pour le cœur : 1,5 million ; pour les aveugles : 5 millions. Chacun cherche sa filière telle celle, surprenante, (utilisée par la Fondation nationale de cardiologie) qui a comme base d'appui les syndicats professionnels de ... boulangers !

NON AUX IMPÔTS CAMOUFLÉS !

C'est grâce à toute une préparation psychologique



tant de moins en moins de donner de l'argent sans aucune contre partie. L'an dernier, la Ligue contre le cancer suggérait de donner un objet rare ou précieux. Cette année, à la quête habituelle pour le cancer, s'ajoute la vente de cartes appels tirées à 18 millions d'exemplaires, qui donneront droit, moyennant 15 F, à une brochure sur le cancer.

contre le cancer doit affecter 10% des fonds recueillis à « l'action éducative », 30 à 50% à « l'action sociale », 30 à 50% à la « recherche » et elle garde 10% pour ses frais de fonctionnement. Les sommes collectées permettent à l'Etat de se dégager de certaines obligations (éducation sanitaire, aide à la recherche). Sur les 30 millions escomptés en 77, pour la campagne contre le cancer, 27 millions reviendront à l'Etat !

Les associations qui quêtent sont tout à fait officielles. L'association pour le développement de la recherche sur le cancer est animée par Georges Mathé, mandarin réactionnaire connu membre du C.C du RPR.

Les liens structurels étroits entre le gouvernement et les associations en font de véritables collectrices d'impôts, de véritables « percepteurs sauvages ». Tous les ans, le ministre de l'intérieur arrête en novembre avec toutes les

(description des dégâts du fléau) que le pouvoir veut répandre l'angoisse et cherche à culpabiliser les travailleurs pour qu'ils donnent dans une fausse unanimité « contre la souffrance » préfabriquée et appuyée par la télévision. Des méthodes manipulatoires qui rendent encore plus scandaleux ces prélèvements d'impôts supplémentaires. Cette année, le gouvernement laisse entendre qu'il pourrait réduire le nombre de quêtes publiques ; mais ce n'est que pour en améliorer le rapport et surtout limiter l'effet de lassitude et de rejet que crée la répétition de ces campagnes.

Chaque année, l'hypocrite appel à verser contre le cancer, laisse entendre que grâce à lui des progrès considérables ont été faits, que la maladie recule. Malheureusement la vérité est toute autre : le nombre de cas de cancer progresse de 3% par an et le nombre de cas a doublé par rapport à celui de 1937...

Pierre PUJOL

SNCF : Ouvertures de nouvelles lignes de banlieue

La SNCF vient d'électrifier la ligne Versailles-Rive droite Paris Saint-Lazare pour répondre à une demande extrêmement forte. Tous les jours, 140 000 voyageurs empruntent quotidiennement cette ligne.

L'année prochaine, la ligne reliant St-Cloud à Saint-Nom la Breteche recevra les mêmes équipements électrifiés.

Enfin, la ligne Pont de Rungis-Orly-Massy Palaiseau vient d'ouvrir. Elle représente la première amorce de la transversale rive gauche prévue pour l'automne 1979.

Le conseil d'information électro-nucléaire

GISCARD CHERCHE «A DONNER LE CHANGE»

Le ministère de l'Industrie, de la Culture et de l'Environnement et les services du premier ministre sont en train d'élaborer un projet de «conseil d'information électro-nucléaire» dont le lancement avait été annoncé par Giscard le 23 août dernier. Ce comité devrait être composé de 25 membres dont

L'ensemble du projet a été préparé dans le plus grand secret par le gouvernement qui souhaite que l'opération politique qu'il escompte ne soit vidée de sa substance à l'avance en raison de «fuites». C'est à un vaste scepticisme que devrait se heurter la mise en place de ce conseil. Scepticisme doublé de dépit des responsables d'EDF et du CEA car la mise en place de ce comité sanctionne de fait leur incapacité à endiguer le mouvement de contestation. Scepticisme des scientifiques et des écologistes au vu des promesses non tenues par Giscard. En 1975, la délégation à l'information avait annoncé la sortie d'un Livre Blanc, comportant les points de vue contradictoires de plusieurs experts. Les textes furent rédigés par 25 «spécialistes», mais le ministère de l'Industrie ne sortit jamais l'ouvrage...

En mai 74, Giscard, alors candidat, avait promis la création d'un «comité national écologique pour étudier les précautions à prendre concernant l'énergie nucléaire». En octobre 75, il remodèle le haut comité de l'environnement pour y inclure des représentants d'associations, mais il ne

un certain nombre d'experts et d'écologistes. Ce conseil, directement rattaché au cabinet du premier ministre sera présidé par une «personnalité indépendante mais non hostile au programme électro-nucléaire». Ce conseil serait chargé d'informer les habitants sur les sites des centrales projetées.



La concertation à Braud Saint-Louis en juillet dernier.

lui confiera jamais le dossier nucléaire.

On ne voit pas bien comment une quelconque remise en cause du programme électro-nucléaire pourrait sortir de ce «conseil d'information», sachant que le pouvoir, lancé à fond dans son programme, ne veut entendre parler ni de son arrêt, ni d'un moratoire, ni d'aucune consultation populaire quelle qu'elle soit !

La position des écologistes, dès l'annonce de cette nouvelle, est de tenter de se servir de cette structure pour obtenir que des enquêtes soient ordonnées et plus tard peut-être qu'un référendum soit organisé (position de Brice Lalonde). Cette position, ne surestime-t-elle pas la marge de manœuvre qu'ils pourraient avoir face à l'inflexibilité du pouvoir ? Compte tenu en particulier

de l'avancée rapide de la mise en place des centrales pendant le même temps ?

Quel que soit l'avenir, le conseil d'information électro-nucléaire semble surtout destiné à donner le change, par une caricature de démocratie («consultative») à la politique dangereuse et répressive du pouvoir sur le terrain.

P.P.

Charte d'exportation des technologies nucléaires

UN COMPROMIS POUR IMPOSER LA TUTELLE IMPÉRIALISTE

La rédaction et l'adoption de cette charte ont été rendues difficiles par les contradictions existant entre la France et la RFA d'une part, les USA d'autre part. Le litige entre ces pays porte précisément sur les exportations de l'Allemagne vers le Brésil et notamment l'exportation d'une usine d'exportation d'uranium et les exportations de la France vers le Pakistan d'une usine de retraitement de combustibles irradiés. Usine de retraitement et usine d'enrichissement font partie des installations sensibles, c'est-à-dire qu'elles laissent la possibilité de fabriquer la charge explosive d'une bombe atomique. Pour disposer d'une bombe atomique, il faut disposer d'uranium très fortement enrichi, qu'il est possible d'obtenir dans une usine d'enrichissement ou de plutonium qu'une usine de retraitement peut juste-

La dernière réunion du Club de Londres qui réunit les pays exportateurs de technologie nucléaire a adopté une charte d'exportation de ces technologies. Cette charte vient d'être remise à l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.). C'est l'équivalent dans le domaine nucléaire civil du traité de non prolifération nucléaire.

Par cette charte en effet, les pays impérialistes veulent s'assurer le contrôle des applications du nucléaire, non seulement à des fins militaires pour conserver le monopole atomique, mais aussi pour la production d'énergie afin de maintenir leur suprématie sur le marché mondial.

ment isoler à partir de ce retraitement des déchets des centrales nucléaires.

Au nom de la non-prolifération nucléaire, les USA s'opposaient donc à l'exportation par la RFA et la France de ces technologies dites sensibles. En posant cette interdiction, les USA préservent leur position dominante sur le marché du nucléaire. Il se trouve en effet que dans le domaine du retraitement et des surrégénérateurs, l'impérialisme français possède une bonne avance sur la

technologie US et que ce qui concerne l'enrichissement, les USA avec l'URSS détiennent encore le monopole de la production et ont donc tout intérêt à empêcher des pays comme le Brésil de pouvoir disposer de leur propre autonomie dans ce domaine.

Les dispositions de la charte adoptée constituent un compromis entre les USA, la France et la RFA. Tout en laissant la possibilité d'exportation, elles

fixent des conditions très contraignantes pour les pays acheteurs. Ceux-ci doivent s'engager pour une durée de 20 ans à ne pas reproduire les installations vendues sans les soumettre à un contrôle international.

Pour ce qui est des installations sensibles, le pays vendeur devra recommander de les construire dans un cadre multinational ou régional, c'est-à-dire avec la participation de plusieurs pays, ce qui favorise un contrôle international. Si la France et la RFA ont souscrit à cette charte, il n'est pas certain que tous leurs clients potentiels qui eux ne font pas partie du club de Londres (en particulier le Brésil et le Pakistan) acceptent un contrôle international sur leurs installations nucléaires, c'est-à-dire l'acceptation de la tutelle impérialiste.

Serge LIVET

Téléphone : sursis pour payer la note

Jusqu'ici les usagers du téléphone avaient quinze jours pour payer la note. Au-delà, c'était le risque de la coupure de la ligne, à bref délai. Désormais au bout des quinze jours réglementaires, un premier rappel sera envoyé donnant un nouveau délai de dix jours. Un deuxième rappel pourra alors intervenir accordant dix nouveaux jours de sursis. A la fin de la période, les PTT vous considéreront comme un mauvais payeur, à condition que la dette dépasse 100 F. Sinon elle sera ajoutée à la facture suivante.

Seine-Saint-Denis : Le SGEN appelle au boycott des élections des comités de parents

Depuis cette année, dans les écoles primaires, la «concertation» conçue par Haby passe par trois conseils : le comité des maîtres, le comité des parents, et le conseil d'école (formé des deux précédents ainsi que de psychologues scolaires, de rééducateurs, assistantes sociales, etc.). Ces trois conseils sont présidés par le directeur de l'école et se réunissent à son initiative. Ils n'ont d'autre pouvoir que consultatif.

Pour dénoncer cette concertation bidon, le SGEN-CFDT 1^{er} degré de la Seine Saint-Denis a lancé un mot d'ordre de boycott des élections aux comités de parents ainsi que de la mise en place des conseils d'école.

EDF : Suppression du tarif de nuit

EDF a décidé de supprimer le tarif «heures creuses» qui permettait de payer moins cher l'électricité consommée la nuit. Le temps de l'énorme publicité pour le «tout électrique» est terminé ; mais ceux qui se sont équipés ainsi vont trouver la note salée. D'autant que des augmentations générales de tarifs sont envisagées par EDF. Une taxe de raccordement électrique est également prévue à partir du mois de mai. Commentant ces mesures, René Monory, ministre de l'Industrie a jugé qu'elles inciteraient efficacement «à consommer moins d'énergie». Ce qui est sûr, c'est que ces mesures sont la conséquence directe de l'augmentation du prix de l'électricité d'origine nucléaire. Un renchérissement tel que la commission des finances de l'Assemblée nationale a estimé qu'il est «de nature à remettre en cause le programme nucléaire».

Californie : La terre tremblera-t-elle bientôt ?

Une série de microséismes s'est déclenchée depuis peu le long de la faille San Andres (Californie). Ils ressemblent fort à ceux qui ont précédé de deux ans le tremblement de terre de 1971 qui fit soixante morts et causa d'énormes dégâts. La crainte est grande de voir le même phénomène se reproduire.

Café : les pays producteurs veulent réduire les livraisons

La situation des prix du café inquiète beaucoup les pays producteurs à cause de la spéculation menée sur cette matière première par les torréfacteurs, grandes compagnies multinationales, comme la Général Foods, Nestlé. Face à cette situation, les pays producteurs de café se sont réunis, dans le cadre de l'Organisation internationale du café, au Kenya et ont décidé de créer un fonds de stabilisation des cours du café, pour empêcher que la spéculation ne se poursuive.

En effet, après les difficultés des pays producteurs : sécheresse en Amérique Latine, guerre en Angola etc..., la quantité de café a diminué, les stocks de café ont baissé à un rythme élevé et cela a amené une hausse du prix de cette denrée. A ce moment là, les torréfacteurs ont refusé d'acheter le café sur le marché.

Mais, maintenant que la situation s'est un peu améliorée dans les pays producteurs, et qu'il y a de nouveau des stocks, les torréfacteurs veulent acheter en masse les stocks, pour faire chuter les cours à la production. Cela ne signifie pas pour autant une baisse des prix pour les consommateurs, car les torréfacteurs continuent à vendre le café à des prix toujours élevés, malgré la baisse légère, enregistrée actuellement.

C'est contre la chute brutale des prix à la production pour les maintenir à un cours moyen, que les pays producteurs veulent lutter, en diminuant la livraison aux torréfacteurs.

POLITIQUE

Vers l'adoption d'armes nouvelles :

BOMBE A NEUTRONS
ET
BOMBE A AÉROSOL

Selon certaines informations, l'armée française envisagerait de se doter de nouvelles armes sophistiquées, particulièrement meurtrières : la bombe à aérosol et la bombe à neutrons.

La bombe à aérosol est une arme connue depuis une dizaine d'années par les USA et l'URSS : elle explose au-dessus de l'objectif en libérant un gaz qui explose à son tour. La dépression atmosphérique ainsi créée provoque l'écrasement de l'objectif. Bombe très « efficace » et capable d'équiper aussi bien des missiles, des torpilles ou des lance-roquettes multiples. Le gouvernement aurait consacré depuis trois ans 1 500 000 francs pour l'expérimentation de ce procédé, sur le centre d'essais des Landes. Les études seraient désormais assez avancées pour que la bom-

be à aérosol soit opérationnelle d'ici quatre ou cinq ans si le gouvernement décide sa production en série.

Quant à la bombe à neutrons, on se souvient qu'aux USA, Carter en a récemment décidé la mise en route. Ses effets de souffle et de chaleur sont faibles, tandis que le dégagement neutronique est assez fort pour tuer toute vie 500 mètres alentour. Cette bombe atomique miniaturisée présente donc l'avantage de ne pas détruire le potentiel économique de l'adversaire. Les services de recherche militaire travailleraient à la mise au point de cette bombe qui serait deux à trois fois moins chère que la bombe nucléaire classique. Le coût de la bombe à aérosol serait quant à lui à peine une fois et demie supérieur à celui d'une charge classique de TNT.

La droite en campagne

• Du côté du PR

Soisson a mis un terme, mardi, à la campagne sur les libertés engagée voici environ un mois — campagne qui est par ailleurs restée d'une remarquable discrétion. Au cours du meeting à la Mutualité, le secrétaire général des «républicains» a lancé un appel sans fard au PS, pour qu'il renonce à sa stratégie d'union de la gauche :

« Nous souhaitons, a-t-il dit, que soit élargie la base politique sur laquelle la France doit être gouvernée... La majorité doit donner l'exemple de la décripation, elle ne saurait s'enfermer comme dans une forteresse... Nous devons donner au président de la République la majorité qui lui permettra de développer sa politique de transformation de la société française. Par notre volonté de réforme, nous pouvons attirer aujourd'hui les électeurs qui sont aujourd'hui déçus par les querelles politiciennes qui déchirent l'opposition ». Une déclaration qui ne plaira pas à Chirac. Mais du côté du gouvernement, on estime avoir plus à gagner demain avec les socialistes qu'avec le RPR.

• Le C.D.S.

Pour sa part, il continue d'élaborer péniblement son programme. Il a présenté à la presse la partie consacrée à la politique étrangère. On y mise la carte Europe tous azimuts : coopération politique, coopération en matière de sécurité, « spécificité et solidarité européenne dans la défense », le tout assorti d'une « fête de l'Europe » et d'un hymne communautaire, bradant allègrement tout ce qui pourrait ressembler à une politique d'indépendance nationale.

• Entrevues

Par ailleurs, Giscard et Barre continuent leurs entrevues avec les personnalités. Chaban Delmas a de nouveau été reçu à l'Élysée : Barre a rencontré Edgar Faure et Alain Poher, respectivement présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Pour s'assurer plus d'atouts dans leur jeu, les chefs de la droite n'hésitent pas à aller mendier à l'étranger un soutien : Guiringaud, ministre des affaires étrangères, en voyage officiel aux USA, n'a pas hésité à rappeler aux « autorités américaines qu'il y a des circonscriptions où la question du Concorde peut certainement provoquer une victoire de la coalition de la gauche », et à les appeler à prendre sur cette question une attitude plus favorable à l'actuel gouvernement.

CFDT Bourgogne-Électronique (Dijon)

ÉCHEC A LA CAMPAGNE
DE DÉBAUCHAGE DU PCF

Depuis quelques temps, il ne se passe guère de jours sans que l'Humanité ne fasse état du soutien, soit d'un militant CFDT, soit d'une des organisations de ce syndicat, aux positions prises par le PCF dans la renégociation du Programme commun. Il s'agit évidemment pour le PCF de mettre à profit le visage de plus en plus ouvertement social-démocrate du PS pour lui porter des coups dans une centrale qu'il n'est pas parvenu à dominer intégralement, loin de là. Cette semaine encore, le congrès fédéral PCF du Bas-Rhin insistait encore : « Le fait d'appartenir à la CFDT n'empêche en rien un travailleur de marcher avec les communistes, en

Il y a 10 jours, la cellule du PCF de Bourgogne-Électronique proposait au syndicat CGT et à la section CFDT de l'usine d'envoyer une lettre commune aux partis de gauche réclamant la nationalisation de tout le groupe Thomson, filiales comprises. Si la CGT signalait rapidement la lettre, il n'en fut pas de même pour la CFDT. En effet, il fallait donner une réponse dans la journée, ce qui excluait toute possibilité d'en discuter en section. Il faut dire que la lettre devait arriver pour la réouverture des négociations de mercredi, c'est-à-dire le lendemain ! La CFDT décida de convoquer une réunion les jours suivants pour en discuter.

La section s'unifia rapidement sur le fait que cette démarche était une grosse manoeuvre du PC pour faire pression sur le PS, qu'il ne saurait être question de s'associer à l'un ou l'autre des 3 partis pour faire pression sur les autres à des fins électoralistes, et que l'une des préoccupations essentielles des travailleurs était bien le contenu des nationalisations, ce dont il n'était nullement question.

Bien sûr, cette position ne pouvait satisfaire le PCF qui dans de nombreuses usines Thomson avait essayé un refus identique, ce qui lui permettait difficilement de dire : « Regardez, ce sont les travailleurs des filiales Thomson qui réclament la nationalisation de leurs entreprises ! » Tous les arguments furent bons : « Il faut savoir prendre ses responsabilités. Si BE n'est pas nationalisé, vous en serez responsable. Alors que la nationalisation c'est bien la solution. En plus, vous êtes à contre-

courant des gens de l'usine qui eux la veulent. Le rôle d'une organisation syndicale est pourtant bien de se faire l'écho des revendications des travailleurs ! »

A cela des camarades ont répondu :

« Bien sûr, beaucoup pensent qu'être nationalisé ce serait mieux, mais parce qu'ils s'en font une certaine idée et qui ne correspond pas forcément avec celle du PC. En effet, quand on

dehors ou dans le parti. « Nous faisons nôtres, pleinement les revendications sociales et de démocratie exprimées par la CFDT, et nous sommes les seuls, nous communistes, à dire oui, oui, oui à ces revendications, alors que le Parti socialiste, lui, leur dit non, non, non ».

Mais ces manoeuvres dont la presse du PCF se fait volontiers l'écho, quand elles réussissent, rencontrent dans la plupart des cas une méfiance des plus justifiées : sur les refus essayés dans la campagne systématique qu'il mène actuellement, le PCF se fait plus discret. Avec nos correspondants de Dijon, nous allons donc en parler à sa place.

trôler les entreprises nationalisées. Le débat tourna court : « Mais si les travailleurs ne contrôlent pas eux-mêmes les militants, tout peut arriver ! On a bien vu, que vous-mêmes avez laissé pendant des années des gars de la CGT et du PC maîtres du comité d'entreprise, s'en mettre plein les poches, appliquer une politique anti-ouvrière en acceptant du chômage et en licenciant un délégué CFDT

BE seraient résolus dans une entreprise nationalisée ? » En effet, l'usine a chômé une semaine en septembre et risque fort de chômer à nouveau. C'est bien là une des préoccupations essentielles des travailleurs de BE. « Si on n'a plus de travail, qu'importe que BE soit nationalisé ou non ».

La conclusion apportée par un militant CFDT montre que la réflexion avance sur le projet du PC, même si

AIDEZ-NOUS



« Aidez-nous » : jouant alternativement de la menace et des sourires. Le PCF est passé maître en raccolage.

entend Séguy prendre l'exemple de Renault, comme étant une réussite, il y a de quoi s'inquiéter... »

Voyant que chantage et menaces ne passaient pas, le PC changea alors de tactique. Il tenta la flatterie : « Ces militants qui ont raison de ne pas se laisser emmener n'importe où. Vous voulez des garanties ? Eh, bien ! discutons nationalisations, et si nous arrivons à nous mettre d'accord, nous signerons notre communiqué commun ! »

Le débat portera sur la gestion démocratique qui devait permettre aux militants CGT et CFDT de con-

après la grève de 76. C'est comme ça que se met en place une bureaucratie syndicale coupée des travailleurs et finissant par aller contre ses intérêts ! C'est ça la gestion démocratique ? »

Le PCF expliqua alors que c'était une erreur, et que l'idée des conseils d'atelier était « à voir ».

Sur les questions économiques, le PCF insista sur le fait que s'il n'y avait pas 729 entreprises nationalisées, l'économie resterait capitaliste. Il ne convaincra personne, d'autant qu'il fut incapable de répondre à la question : « Comment, concrètement les problèmes d'emploi de

celui-ci n'est pas encore clair : « Vous prenez le problème à l'envers en voulant nous faire réclamer des nationalisations alors que nous n'avons aucune garantie sur leur contenu. Tant que vous vous obstinez dans cette voie, vous n'obtiendrez aucun accord de notre part. En plus, que vous insistiez tant sur cette question du nombre, alors que pour nous l'important, c'est avant tout, ce qu'on met dedans, nous laissez penser que vous avez une autre idée derrière la tête. Nous ne savons pas encore expliquer quoi. Mais votre démarche nous inquiète ».

La télé à l'heure allemande

Ce Kappler que présentait le film montré mardi soir à la télévision, c'est le colonel SS qui décida de l'exécution de plus de trois cents otages, à Rome, après l'attaque d'une patrouille nazie par les résistants italiens. Que le film nous ait présenté un personnage hésitant, soucieux d'un prétendu humanisme, c'est encore un des moyens classiques par lesquels la bourgeoisie cherche, ici et là, à réhabiliter les fascistes allemands.

Mais c'est surtout dans le prétendu débat qui suivait que réside l'événement politique : trois personnages, représentant les trois partis parlementaires existant actuellement en Allemagne de l'Ouest, et deux Allemands de Paris largement acquis aux thèses du

régime de Bonn. De bout en bout, la discussion était complètement escamotée. Ce Kappler est un criminel de guerre caractérisé. Après son évasion scandaleuse d'Italie cet été le gouvernement allemand le tient bien au chaud, se refusant à le rendre à sa prison italienne. Ce sont là les faits. C'est là qu'est le scandale.

Mais les messieurs qui étaient là ne l'entendaient pas de cette oreille. L'un d'entre eux n'a-t-il pas été jusqu'à justifier les représailles massives à l'égard de la population civile, en cherchant de vains prétextes dans diverses législations ! Tous, en tout cas, approuvaient l'attitude de leur gouvernement, et l'incroyable protection qu'il accorde à Kappler.

Au reste, ils se sont lancés dans un éloge sans pudeur de la prétendue démocratie ouest-allemande : ce qui menaçait les libertés, voyez-vous, ce n'était pas tellement la reconnaissance de groupes néo-nazis. Encore moins, naturellement, les mesures répressives accumulées par le pouvoir ces dernières années, avec ses lois sur l'état d'urgence, ses prisons où règne la torture blanche, ses appels massifs à la délation et sa police de plus en plus toute puissante. Non, c'était cette « poignée de terroristes » de « la bande à Baader ».

Pourtant, à la même heure, sur le sol français, Klaus Croissant était arrêté en sa qualité d'avocat. Pourtant, des militants qui

n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec les moyens d'actions employés par la « fraction armée rouge », ont pu être inquiétés par la police allemande en France même. Pourtant, il suffit de rendre visite à l'ambassade de Bonn à Paris, véritable bunker en terre étrangère, pour se rendre compte de ce que peut être, en Allemagne même, la social-démocratie policière.

Mais, mardi soir, à la télévision, tout cela n'existait plus : c'était le régime allemand qui, après avoir fait agir sa police et la nôtre, se voyait octroyer le droit de déployer toute sa propagande. Pas de quoi nous persuader que ces messieurs, comme ils le prétendaient, sont si étrangers que cela à leurs prédécesseurs nazis.

L'URSS et le PCF

UNE LEÇON «DE PRINCIPE» BIEN SUSPECTE

En faisant allusion à l'abandon officiel par les PC occidentaux de toute référence à la notion de dictature du prolétariat, il ajoute «Le premier Etat socialiste au monde a surgi et s'est développé dans notre pays... en tant qu'Etat de la dictature du prolétariat».

Le rappel à l'ordre des PC occidentaux dans ce domaine, venant de la part de gens qui ont tant agi pour remplacer la dictature du prolétariat soviétique par celle des nouveaux bourgeois, n'est qu'un biais pour critiquer la politique «nationale» de divers PC, notamment ouest-européens, qui ont tenu à prendre des «libertés» avec l'URSS. Les causes en sont assez évidentes : naturellement, pour des partis qui ont, dans leur marche au pouvoir, besoin de s'appuyer sur le mouvement des masses, quitte à en dénaturer les objectifs fondamentaux, l'image de défenseurs du «socialisme» à la Brejnev n'est pas de nature à rallier les suffrages. De plus, la perspective d'avoir un jour à gérer des intérêts impérialistes implique, pour les PC occidentaux, de prendre en compte les contradictions que cela ne manquera pas de susciter avec

• Sous couvert de fidélité au marxisme-léninisme, le PCUS (parti d'Union soviétique) met une nouvelle fois en garde les PC occidentaux contre la tentation de prendre leurs distances à l'égard de Moscou. C'est dans un article qui vient d'être publié dans *Kommunist*, la revue du comité central du PC soviétique que Michaël Souslov, «idéologue» — dit-on — de la nouvelle bourgeoisie soviétique, prétend donner une leçon «de principe». «En ignorant les règles générales de la révolution socialiste et de la création du régime socialiste, dit-il, le parti se condamne à errer dans les ténèbres».

une superpuissance dont ils voudraient bien pouvoir se rapprocher sans se mettre entièrement sous sa coupe.

De ce fait, certains PC ont dû accepter de cautionner, quoiqu'en général avec beaucoup de réticences, certaines manifestations de la campagne, pour «les droits de l'homme» en URSS que la droite essayait de récupérer.

A ce sujet, Souslov qui parle des dissidents en lutte contre le fascisme soviétique, comme «d'une poignée de «contestataires» complices de l'impérialisme», écrit «Exiger la liberté d'action pour ces renégats, c'est en fin de compte exiger la liberté pour les activités subversives de l'impérialisme».

Souslov est encore plus clair au sujet des alliances

nouées par divers PC avec les forces politiques marquées par leurs attaches occidentales et pro-américaines, des alliances qui peuvent nourrir le développement de contradictions avec Moscou. Au nom du principe selon lequel «un parti communiste doit conserver son rôle d'avant-garde» Souslov déclare «Cette politique (politique de larges alliances) apporte pas mal de nouveauté sur le problème du rôle d'avant-garde des communistes : mais comme le montre l'expérience, elle ne le résout pas, elle le rend encore plus aigu et plus important».

Et c'est encore au nom d'un principe socialiste, celui de l'internationalisme prolétarien baptisé pour la circonstance «l'internationalisme moderne» que Souslov entend défendre la prééminence du PC

soviétique sur les PC occidentaux, qui reste une des armes de l'URSS pour sa pénétration à l'ouest et dans sa lutte pour l'hégémonie mondiale «Jamais encore les conditions internes de la lutte des classes, affirme ainsi Souslov, n'ont été aussi étroitement liées... au succès de la politique extérieure socialiste». Et il conclut «Si importantes que soient les activités des communistes dans le cadre national, limiter à ce cadre tout le contenu du devoir internationaliste du parti marxiste-léniniste signifierait réduire de manière injustifiée les critères de l'internationalisme».

Le biais utilisé ici pour s'adresser aux PC occidentaux correspond sans doute à une volonté récente des dirigeants soviétiques de limiter la polémique publique entre PC pour tenter de réaliser sous leur autorité une «unité». Les déplacements actuels du hongrois Kadar et de l'italien Berlinguer en Europe de l'Est, et bientôt de Marchais à Budapest, relèvent probablement des tractations où chacun joue son jeu propre, tout en essayant de tirer parti des liens avec l'URSS.

Jean-Paul GAY

Du côté de la désunion

Les prises de position publiques de responsables du parti socialiste continuent à propos du blocage des discussions avec le PCF. Hier matin, c'était d'un côté Louis Mermaz (proche de Mitterrand) dans *Le Quotidien de Paris*, et de l'autre les deux responsables du CERES, Jérôme Clément et Christian Pierret dans *Le Matin*.

Le premier, qui affirme par ailleurs que «le PC sera bien obligé de revenir à l'union», estime «dans l'hypothèse la plus plausible, quel que soit le degré de l'accord entre socialistes, radicaux de gauche et communistes, il devrait y avoir une majorité absolue de gauche à l'assemblée nationale (...) Les socialistes continueront de demander la constitution d'un gouvernement comprenant les représentants de tous les partis de gauche. Ensuite, les choses dépendront de nos partenaires.» Autrement dit, le PS se satisfait volontiers d'une plateforme électorale moins contraignante que le programme commun, qui lui laisserait les mains plus libres pour les futures combinaisons. Le problème est justement que le PCF ne veut pas en entendre parler.

De leur côté, Pierret et Clément estiment «Pour le PS, songer aux mirages de la troisième force pour gouverner avec 30 ou 35 % des suffrages et une gauche globalement majoritaire en France ne serait pas sérieux.» C'est donc que certains, au PS, y pensent. Comme le disent les deux auteurs de l'article, dans leur conclusion «L'union est un combat, mais c'est d'abord un combat contre soi-même... C'est à dire contre les autres dans son propre parti».

Congrès du CDS

Il se tiendra les trois derniers jours de cette semaine et Lecanuet a confirmé qu'il briguerait à nouveau la présidence, démentant les rumeurs de sa démission. Interrogé sur Europe 1 jeudi matin, il a de nouveau regretté que la proportionnelle ne soit pas appliquée lors du scrutin de mars 78.

• «Nous sommes heureux de la prise en compte concrète d'un certain nombre de nos aspirations», a déclaré en sortant de chez Barre, le président de la confédération générale des cadres, Charpentier. Il s'est empressé d'ajouter : «Ceux qui verraient aujourd'hui le résultat d'une attitude politique se tromperaient certainement... comme se sont trompés ceux qui parlaient de politique quand nous étions mécontents et que nous le disions».

Dénégations qui n'auront trompé personne : à la veille de la bataille électorale, les cadres sont l'objet de multiples sollicitations des différents partis, et la CGC n'échappe évidemment pas aux contradictions entre les divers courants qui se la disputent.



A la sortie de Matignon : Charpentier «satisfait».

Après la rencontre Barre - CGC

LES CADRES EN PROIE A 78

Depuis quelques jours, en effet, Charpentier s'agit beaucoup : après le déjeuner avec Giscard le 21 septembre, il a rencontré Mitterrand le 30, avant de se rendre chez le premier ministre. Dans le même temps, il se prépare à rencontrer le CNPF, et il a écrit à la CGT et à la CFDT. Dès l'annonce de ce calendrier chargé, le responsable de la CGC s'était récrié : «Il n'est pas question de nous livrer à un chantage électoral». Mais c'était pour ajouter aussitôt : «Si nous obtenons de Raymond Barre et du CNPF des aménagements avantageux pour le personnel d'encadrement, nous ne les refuserons pas».

LA MANNE ELECTORALE

Mission accomplie : en ce qui concerne la sécurité sociale d'abord, où les cadres continueront à ne pas payer proportionnellement à leurs salaires : c'est ce qu'on appelle le maintien du plafonnement. Le maximum payé sera même calculé désormais sur des bases qui leur seront plus favorables qu'auparavant. Dans le même temps, des

avantages ont aussi été consentis sur les retraites, et le gouvernement s'est engagé à mettre sur pied une structure de concertation spéciale pour les cadres à l'intérieur des entreprises. Un collège spécial pour les cadres serait créé aux conseils de prud'hommes.

Or, au contraire de ce qui s'est passé avec Barre, la dernière rencontre de Charpentier avec Mitterrand n'avait pratiquement donné lieu à aucune publicité après sa tenue : à nouveau, il apparaît que cette organisation choisit plutôt de faire le jeu de la «majorité». Cependant, il est probable que cette orientation suscitera encore des résistances internes. C'est ce qu'a prouvé le passé récent, plutôt agité, qu'elle a pu connaître.

IMPRUDENCES...

En effet, Charpentier avait commis l'imprudence, voici quelques mois, de s'engager, avec Debattiste de la FNSEA (agriculteurs), avec les PME et le syndicat des médecins, dans la constitution des «groupes initiative

et responsabilité». Tentative pour rassembler les couches moyennes, ce regroupement était apparu comme ayant une forte odeur chiraquienne, au moment précis où les contradictions étaient les plus ouvertes au sein de la droite. Il fallut, à la veille du congrès de son organisation, que Charpentier opère un revirement in extremis pour parvenir à conserver son poste malgré les remous entraînés par les «GIR». C'est à la même époque que la CGC décidait de participer, en faisant «cavalier seul», à la grève du 24 mai, organisée par la CGT et la CFDT.

C'est que, chez les cadres, l'électorat socialiste s'est assez largement développé ces dernières années. Et cette catégorie en est même venue à constituer un des grands enjeux de la lutte d'influence que se livrent les partenaires du programme commun. Il n'était pas possible à une organisation qui prétend les représenter de ne pas tenir compte de cet état de fait. Pour autant, ce n'est qu'en apparence, on l'a vu, que Charpentier maintient en ce moment

la balance égale entre «majorité» et opposition.

A «GAUCHE» LE PCF S'INQUIETE

Cependant, à «gauche», d'autres glissements s'opèrent. En particulier, le PCF, dans un article paru hier dans *L'Humanité*, s'inquiète : «La hiérarchie de 1 à 5 va poser des problèmes dans le secteur privé. Si on veut un grand secteur national avec des cadres à la hauteur, on sera obligé de ne pas tenir compte de cette échelle», déclarait un cadre à une réunion du PCF qui leur était spécialement destinée. C'est que la politique définie au XXII^e congrès, début 1976, comportait parmi ses volets essentiels une offensive en direction de ces couches. Les nécessités démagogiques rencontrées par le PCF lors de la renégociation du programme commun entrent visiblement en contradiction avec cette volonté. Beaucoup plus que le PCF, c'est encore le PS, à l'intérieur de la gauche, qui a le plus de chance de voir son influence s'affirmer dans la période.

Jean LERMET

INTERNATIONAL

**28^e ANNIVERSAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE**

**SAMEDI
8 OCTOBRE
MUTUALITÉ**
de 15 h. à 24 h.

LA CHINE

Un an après la mort de Mao Tsé-toung

- Forums : «Vivre et travailler en Chine», «Les Chinois dans leur quartier», «La Chine un an après la mort de Mao Tsé-toung»
- Films : (La Milicienne de la mer, etc.)... Interventions
- Festivals de films «super 8» • Exposition photos
- Librairie • Palais des enfants • Buffet
- Entrée : 10 francs

Association des Amitiés Franco-Chinoises,
32 rue Maurice Ripoché - 75014 Paris - 543-57-14

Interview de Natalia Gorbanevskaïa,
écrivain soviétique dissidente

**«LES ACCORDS D'HELSINKI,
NOUS LES AVONS COMPRIS
COMME UN NOUVEAU MUNICH»**

Propos recueillis par Joëlle FECLAZ



Alors que la Conférence de Belgrade est ouverte depuis mardi, il est de plus en plus clair que le climat n'est pas à la confrontation sur la question des «droits de l'homme» : cette question ne sera nullement au centre des débats et l'URSS ne sera pas mise en position d'accusée. La «croisade» de Carter en faveur des «droits de l'homme» apparaît ainsi avec netteté pour ce qu'elle est : une tentative d'utiliser le mouvement de défense des «droits de l'homme», comme moyen de pression vis à vis de l'URSS dans le cadre de la rivalité soviéto-américaine.

Nous poursuivons aujourd'hui la publication de l'interview qu'a bien voulu nous accorder Natalia Gorbanevskaïa. Hier, elle nous décrivait l'ampleur actuelle de la répression en URSS mais aussi l'écho de plus en plus grand du mouvement de contestation dans les masses d'URSS. Aujourd'hui elle nous donne son point de vue sur la conférence de Belgrade et la position des pays occidentaux, elle nous parle des perspectives actuelles de la dissidence soviétique.

conque espoir dans la conférence de Belgrade, croyez-vous qu'il en sortira quelque chose pour la cause des droits de l'homme en Union Soviétique ?

— Presque rien. Logiquement, je pense qu'il n'en sortira presque rien. Mais soudain, je veux croire au miracle. Peut-être quelque'un dans cette conférence cessera-t-il d'être aveugle ?

**«NOUS METTONS
BEAUCOUP D'ESPOIR
DANS L'OPINION
PUBLIQUE
EUROPÉENNE»**

► QdP : Dans la mesure où la dissidence peut de moins en moins compter sur le soutien des gouvernements occidentaux, y compris américain, quelles sont les perspectives actuelles de la dissidence ?

— L'Occident c'est beaucoup de forces différentes. Je ne crois pas au soutien des politiciens occidentaux. Je ne reviendrai pas sur les positions des politiciens français au moment du voyage de Brejnev. Schmidt et Brandt ont refusé de nous recevoir. Mais il y a le président Carter. Sa politique à l'égard des droits de l'homme est bien accueillie par nous tous, dans l'émigration, comme au pays. Vous connaissez la lettre qu'il a envoyée à l'académicien Sakharov. Cela a été très important pour nous tous : c'est le soutien international. Or, pendant ce temps, à Moscou, les journalistes et les diplomates américains évitent Sakharov. Je pense que ce sont des diplomates formés sous Kissinger et Sonnenfeldt. Il y a le soutien du peuple américain, il existe, c'est la chose la plus importante, et ce soutien peut vaincre les éléments hostiles dans l'administration.

Nous mettons beaucoup d'espoir dans l'opinion publique européenne. Je ne connais bien que la France. Il n'y a pas besoin de répéter les actions auxquelles ont pris part les Français pour la défense de nos détenus politiques. Il y a beaucoup de sympathie pour notre lutte, moins de compréhension que de sympathie, mais la compréhension grandit aussi. Quand nous nous défendons, ce sont les occidentaux qui se défendent aussi, ils défendent leur pays contre tout totalitarisme possible. Quand les occidentaux comprennent cela, nous ne luttons pas en vain.

Pour terminer, je voudrais encore parler de cette grève de la faim, je ne pense qu'à cela, je voudrais que les gens soutiennent la grève de ces femmes courageuses dont les mris sont en prison.

Conférence de Belgrade

**Scepticisme
de nombreux
petits pays**

Jeudi, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'URSS doivent prendre la parole à la Conférence de Belgrade pour y prononcer leur déclaration liminaire. Une fois que tous les pays auront fait leur déclaration publique, la conférence va se poursuivre à huis clos.

**L'ALLEMAGNE ET
LES DROITS
DE L'HOMME**

Mercredi, l'Allemagne a pris la parole. Elle s'est gardée d'évoquer les problèmes des droits de l'homme à l'Est. Elle a exprimé le souhait que les informations de l'Ouest puissent mieux passer à l'Est. L'un des points centraux de son intervention a été de lier la menace pesant sur la stabilité mondiale au fait que certains pays signataires de la Charte d'Helsinki envoient plus d'armes dans le Tiers Monde que d'aide. Sans la nommer, l'URSS est directement visée.

La Suède et les Pays-Bas ont eu une autre attitude. Sans nommer aucun pays, le délégué suédois a réaffirmé que la Suède ne cesserait de porter attention sur les violations des droits de l'homme et ne peut considérer cela comme une ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. La Bulgarie et la Tchécoslovaquie, sans nommer personne, ont dénoncé de tels propos comme une tentative de saper les Accords d'Helsinki et de ramener la guerre froide.

**PAS DE DÉTENTE
SANS DÉARMEMENT**

Sur les problèmes militaires, la Yougoslavie a souligné que, depuis la signature de l'Accord d'Helsinki «le nombre des manœuvres militaires réalisées par les deux blocs s'était accru et était bien supérieur aux besoins d'un simple entraînement militaire».

Sur ce point, de nombreux pays ont tenu des propos similaires. La Norvège a, par ailleurs, souligné l'accroissement de la

puissance militaire soviétique au nord de l'Europe depuis Helsinki. La réponse donnée par la Bulgarie et la Tchécoslovaquie à ces demandes a été de renouveler les propositions du Pacte de Varsovie d'un pacte de non-utilisation de l'arme nucléaire, et un accord de ne pas élargir les alliances militaires existantes.

Rien qui de près ou de loin ressemble aux avertissements formulés par la Suède, la Norvège, la Yougoslavie et l'Autriche selon lesquelles, pour que l'esprit d'Helsinki ait un sens, il était nécessaire que la détente entre les superpuissances produise des résultats effectifs concernant le désarmement.

En bref..

PAKISTAN

Pour la troisième fois en trente ans, le Pakistan est placé depuis samedi sous un régime de loi martiale, dont la durée est indéterminée. Les élections générales qui étaient prévues pour le 18 octobre, ont été ajournées «sine die». Tandis que l'armée semble maîtresse de la situation, le sort des anciens dirigeants, dont Ali Bhutto, n'est pas encore fixé.

OLP

L'OLP vient d'obtenir le statut d'observateur à l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) dont l'assemblée se tient à Montréal. 70 pays ont voté pour, 32 se sont abstenus. Les trois seuls à s'être opposés à cette décision sont : les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et Israël.

**GREVES
DE LA FAIM**

Quarante-huit citoyens soviétiques, dont les épouses de Orlov et Guinzbourg, ont fait la grève de la faim le 4 octobre, à l'occasion de l'ouverture de la conférence de Belgrade, pour protester contre les arrestations et les condamnations des membres du «Comité pour la surveillance des accords d'Helsinki».

Dans les camps de travail forcé de l'Oural, ce sont trente-cinq détenus qui ont entamé une grève de la faim.

D'autre part, en Arménie soviétique où la lutte contre l'oppression nationale se développe, c'est depuis avril que les prisonniers de certains camps auraient engagé une grève de la faim en se relayant dix par dix, sans interruption jusqu'à l'ouverture de la conférence de Belgrade.

► QdP : Que pensez-vous de la position actuelle des gouvernements occidentaux ? La dissidence a beaucoup compté sur leurs soutiens et tout particulièrement sur celui de Carter. On sait aujourd'hui que la question des droits de l'homme ne sera pas au centre de la conférence de Belgrade.

— Les accords d'Helsinki, quand ils ont été signés, nous les avons compris comme un nouveau Munich.

**«QUAND LES
AUROUITÉS
SOVIÉTIQUES
REÇOIVENT
LE SOUTIEN
DE L'OCCIDENT,
LA RÉPRESSION
DEVIENT ENCORE
PLUS FORTE»**

— Certes, comme je l'ai expliqué, sur la question des droits de l'homme, ils ont institué un droit de surveillance et de contrôle. Mais aujourd'hui, quand les autorités soviétiques arrêtent les citoyens qui exercent l'application de ces Accords, les gouvernements occidentaux continuent à faire des concessions à l'Union Soviétique. Ils pensent que ces concessions rendront l'Union Soviétique plus ouverte, plus libérale. Grande erreur ! Quand les autori-

tés soviétiques, quand le PCUS reçoivent le soutien de l'Occident, ils peuvent exercer une pression encore plus forte. Parce qu'ils reçoivent la technologie, le matériel de l'Occident, ils peuvent réprimer encore plus la liberté de recherche scientifique, les libertés des travailleurs.

► QdP : Les accords avec l'Occident servent en fin de compte au développement de la répression contre le peuple soviétique et renforcent non seulement la puissance économique, mais la puissance militaire de l'Union Soviétique.

— Oui, Boukowski, par exemple, citait l'exemple de ce patron américain qui disait : «Je vends de l'acier à l'URSS, ce qu'elle en fait ne m'intéresse pas». Les firmes américaines n'ont pas le droit de vendre du matériel électronique, mais elle le font par l'intermédiaire de leurs filiales européennes.

Tous ces échanges servent à aggraver les mauvaises conditions de vie des citoyens soviétiques, à renforcer l'absence de liberté. Ils sont aussi une des raisons du chômage en Occident. Quand ils installent des usines en URSS, les occidentaux utilisent et exploitent la force de travail des ouvriers soviétiques, des ouvriers sous payés, des ouvriers qui n'ont pas le droit de grève. Dans ces conditions, les occidentaux préfèrent avoir des usines là-bas, en URSS, et pendant ce temps, ici, les ouvriers sont sans emploi.

Sur le plan de la libre circulation des hommes et des idées, la détente n'existe pas. Si les Soviétiques continuent d'envoyer toutes sortes de délégations en Occident, d'écrivains, de scientifiques, de syndicalistes, dans ces délégations, il n'y a ni écrivains, ni scientifiques, ni syndicalistes, mais des fonctionnaires du KGB et du parti.

► QdP : Dans ces conditions, avez-vous un quel-

**Brzezinski et
les Droits de l'Homme**

Dans une interview au Figaro, Brzezinski, le conseiller de Carter, affirme «Je ne pense pas que ce soit une mauvaise chose pour une humanité aussi diverse et pluraliste que la nôtre d'avoir différents concepts des droits de l'homme discutés et expérimentés ouvertement. Je crois en réalité que c'est une très bonne chose» Très bonne chose que l'expérience des camps de «travail» et de la psychiatrie policière appliquée en vertu du concept des droits de l'Homme version Brejnev ! Très bonne chose, les ghettos américains où vivent les minorités nationales ?

Parlant ensuite de l'Europe, il dit «Nous avons le sentiment que les Européens de l'ouest peuvent promouvoir davantage l'unité de l'Europe occidentale, et augmenter leurs propres capacités de défense. Nous pensons que ces développements vont renforcer plutôt qu'affaiblir les rapports américano-soviétiques. En attendant... nous considérons la défense de l'Europe comme partie intégrante de la défense des Etats-Unis.»

Bref, le propos des Etats-Unis est de renforcer de manière durable et par tous les moyens leur tutelle sur l'Europe de l'Ouest.

Rencontre Carter - Dayan

LES GARANTIES POUR L'AGRESSEUR SIONISTE

La déclaration commune américano-israélienne qui a été publiée à New-York mercredi matin, à l'issue de plus de six heures trente de négociations entre Carter, Cyrus Vance et Moshe Dayan, donne assez largement satisfaction aux dirigeants de l'Etat sioniste. Les résolutions des Nations-Unies qui appuient la reconnaissance d'Israël et ne mentionnent les Palestiniens qu'en tant que réfugiés sont présentées comme base à toute négociation : «Les Etats-

Unis et Israël sont d'accord pour estimer que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité restent la base convenue pour la reprise de la Conférence de Genève sur la paix et que tous les accords et ententes entre eux sur ce sujet demeurent valables.»

D'autre part, l'acceptation de la déclaration commune américano-soviétique du 1er octobre 1977 qui, sans mentionner l'OLP, évoque toutefois les «droits légitimes» du peuple palestinien, «n'est pas»

selon la déclaration américano-israélienne, «une condition à la reprise de la conférence de Genève et à la poursuite de ses travaux»

Un «document de travail» américano-soviétique, dont la teneur n'est pas encore connue et qui concerne la procédure de convocation de la conférence de Genève, a été établi à New-York. A la suite des discussions avec Vance et Carter, Dayan a souligné «Je ne sais pas ce que entité veut dire. Tout

ce que je sais, c'est que nous ne négocierons pas à propos d'un Etat palestinien»

Quelle que soit la distance qui sépare la position américaine de celle des dirigeants de l'Etat sioniste, assurément l'intransigeance de ceux-ci trouve appui dans les engagements confirmés mercredi par les Etats-Unis, de maintenir la puissante aide économique et militaire qu'ils leur accordent traditionnellement.

Sud - Liban

SUCCEES POLITIQUE POUR LA RÉSISTANCE

Depuis la publication samedi dernier, de la déclaration américano-soviétique sur le Proche-Orient, les troupes sionistes se sont à nouveau massées le long de la frontière du Sud-Liban, les patrouilles ont été renforcées et multipliées tout le long de la ligne de démarcation où les bombardements et les combats avaient cessé une semaine plus tôt. Depuis le début de la semaine, l'aviation israélienne survole à basse altitude les principales localités du sud, notamment Nabatieh, Saïda, Tyr. Ces faits indiquent que le Sud-Liban peut redevenir d'un moment à l'autre un champ de bataille, selon les aléas des tractations diplomatiques en cours.

Dans le processus envisagé de préparation de la Conférence de Genève, les sionistes peuvent être amenés à choisir à nouveau la «solution» de l'agression du Sud, notamment pour faire pression sur l'Amérique, afin de faire valoir leurs exigences et leur «interprétation» du plan de «réglement» des deux super-puissances.

Les informations qui nous sont parvenues ces jours-ci du Liban indiquent dans quelles conditions, au Sud, les combats se rallumeraient. Ces conditions ne sont pas, loin s'en faut, très favorables à l'agression sioniste par rapport aux objectifs qu'elle s'est fixés.

En déclenchant à la veille de la nouvelle session de l'ONU une agression d'envergure, Israël décidait de faire le poids de la guerre par ses alliés phalangistes ; Israël se mettait à l'abri d'une condamnation internationale et tentait de faire du conflit arabo-israélien un conflit «libano-palestinien». En procédant ainsi, Israël escomptait une prise de position de l'Etat libanais, et à sa suite d'autres Etats arabes, contre l'OLP. Israël essayait par là d'échapper à un isolement international, tout en mettant en cause la présence militaire

et politique de la Résistance palestinienne au Sud-Liban.

L'ORDRE DE RÉSISTER

Mais sur le terrain, les choses n'ont pas évolué de la manière escomptée par les sionistes et leurs alliés de l'extrême-droite libanaise. Dès les premiers bombardements, la direction de la Résistance a donné l'ordre aux unités de fedayins de résister par tous les moyens à l'avancée des agresseurs. Elle a également demandé de prendre, si possible, de nouvelles positions qui pourraient servir de points d'appui aux forces sionistes.

La bataille qui s'est déroulée a montré la capacité de la Résistance palestinienne et de ses alliés, les forces progressistes libanaises, à tenir fermement leurs positions malgré les bombardements ininterrompus des régions où elles se trouvaient. Les fascistes avaient essayé d'occuper Kham en prenant une colline à l'entrée du village. Les forces palestiniennes et progressistes libanaises l'ont prise deux fois de suite et ne se sont retirées, à chaque fois, qu'à sous les bombardements en interrompus de l'artillerie sioniste. Mais en définitive, la colline n'est

pas restée entre les mains des agresseurs. La Résistance n'a pas pris de position nouvelle, mais elle a pu envoyer des commandos dans chacune des localités tenues par les fascistes, afin de faire sauter des objectifs militaires. Ces commandos ont été très opérants, surtout à Ein Ebel.

Surtout, à la faveur des combats, les fascistes ont tenté d'entraîner des villages chrétiens dans la guerre à leur côté. Mais leur collaboration évidente avec les sionistes a fait que plusieurs villages ont demandé la neutralité, c'est-à-dire qu'ils ont refusé la présence des forces fascistes sur leur sol. Un autre facteur a joué un rôle important dans ce sens, c'est justement la force de riposte de la Résistance, qui a convaincu certains villages de refuser la collaboration avec les forces phalangistes.

UNE VICTOIRE POLITIQUE

L'attitude de la population pendant la guerre a présenté des caractères nouveaux par rapport aux guerres précédentes. Dans de nombreux villages, les gens sont restés, se repliant dans des abris qui avaient été soigneusement préparés durant l'été. Il y a eu relativement peu d'exode : des femmes et des enfants sont partis, mais les hommes sont restés pour défendre les villages.

Un fait est particulièrement important, c'est que la guerre a été ressentie par les masses libanaises du Sud et dans tout le Liban comme une guerre contre Israël, et non comme une guerre entre «Libanais et Palestiniens». Ce

sentiment a été renforcé par la prise de position des autorités libanaises qui, à travers les organes d'information, ont présenté cette guerre comme une agression israélienne contre le Liban. C'est une chose tout à fait nouvelle depuis l'installation des fascistes au Sud. Admettre finalement le point de vue de la Résistance sur la situation est une victoire politique pour la Résistance, qui veut créer au Sud un large front de lutte contre Israël. La prise de position de l'Etat libanais est un échec pour le plan sioniste qui visait à créer, au moment de l'assemblée générale des Nations-Unies, une contradiction aiguë entre l'OLP et le pouvoir libanais.

Et l'accord de cessez-le-feu, par l'intermédiaire des USA, entre l'Etat libanais et Israël signifiait publiquement que pour le pouvoir libanais la guerre qui se déroulait était le fait avant tout d'Israël s'appuyant sur les fascistes.

OPÉRATIONS CONTRE LES COLONIES

Autre acquis pour la Résistance : elle a pu, malgré la guerre du Sud, intensifier les opérations militaires à l'intérieur de la Palestine, contre les colonies sionistes.

Ces différents facteurs ont entravé les sionistes dans la réalisation de leur projet. C'est l'ensemble de cette situation qui faisait dire à Yasser Arafat, dans un message aux résistants du Sud, fin septembre «Vous avez donné à l'ennemi sioniste une leçon inoubliable».

Yomna EL KHALIL

Japon - USA

La guerre économique

L'acier et le taux de change entre le yen et le dollar sont les deux questions sur lesquelles se sont cristallisées, ces derniers jours, les pressions américaines sur le Japon. Les Etats-Unis veulent imposer au Japon la réduction de ses exportations vers le marché américain et l'accroissement des importations japonaises en produits américains.

On prévoit que l'excédent commercial du Japon pour l'année 1977 atteindra 14 milliards de dollars.

L'excédent de la balance des paiements du Japon est également considérable et atteindra, cette année, 6 milliards de dollars. Les Etats-Unis voudraient mettre fin à cette situation qui traduit les appétits et la force du capitalisme japonais.

Mais les capitalistes japonais ne sont pas prêts à céder facilement aux pressions de leurs rivaux américains. D'abord, pour l'acier : si devant la décision américaine d'imposer des droits anti-dumping sur les importations de tôles fortes japonaises, le gouver-

nement nippon a accepté de réduire ses exportations d'acier vers les Etats-Unis, il met à cela plusieurs conditions, dont la réduction des exportations européennes d'acier vers le marché américain. Sur le plan monétaire, le gouvernement japonais a décidé de rehausser le yen par rapport au dollar, ce qui devrait freiner les exportations japonaises au profit des ventes américaines, mais d'ores et déjà, la banque du Japon est intervenue sur le marché des changes pour limiter la hausse du yen. Les capitalistes japonais n'envisagent pas une relance de la demande intérieure par une élévation du niveau de vie, qui absorberait plus d'importations. Ils restent avides de la conquête des marchés extérieurs pour laquelle ils mènent une

guerre économique très âpre, moyennant une exploitation intense des ouvriers japonais. Prenons pour exemple que, rien que dans le secteur automobile, l'an dernier, les ventes à l'étranger avaient connu l'énorme progression de 43 %.

Agences de l'énergie : des résultats plutôt minces

La réunion des 19 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie, s'est ouverte à Paris, le 5 octobre. Cette alliance avait été créée à l'initiative de Kissinger, au lendemain de la guerre d'octobre 73, pour regrouper les pays consommateurs de pétrole contre les pays de l'OPEP et imposer à ceux-ci une baisse du prix du «brut». La France a toujours refusé d'y participer mais a été associée à ses travaux par le biais de la CEE et de l'OCDE.

La «pénurie d'énergie» est à l'ordre du jour, et les pays de l'A.I.E. discutent des importations de pétrole et des programmes nucléaires pour les années à venir. Les résultats du «dialogue Nord-Sud» sont également examinés. Les perspectives de l'A.I.E. restent limitées dans la mesure où les pays de l'Agence refusent de prendre en compte les exigences du Tiers-Monde, préoccupé de mettre fin aux échanges inégaux et d'obtenir des garanties pour l'ensemble des matières premières.

Japon

Les six millions de dollars donnés en rançon aux pirates de l'air japonais qui se sont rendus aux autorités algériennes, ont disparu, sans doute récupérés avant la reddition par un complice. L'Algérie a rejeté le souhait formulé par le gouvernement japonais qu'elle rapatrie les pirates de l'air. Tout au long de son action dans cette affaire, l'Algérie a mis en œuvre des moyens et des modalités qui ont été définis en commun avec le Japon...

USA

Le conseiller aux affaires nucléaires de Carter a déclaré dans une interview à la radio allemande que le président américain envisageait que les Etats-Unis devraient dans l'avenir avoir recours au nucléaire. Il semble que les résultats des conférences internationales sur l'énergie qui ont conclu à un développement du plutonium et l'échec américain dans le blocage de constructions de surrégénérateurs aient amené les USA à modifier quelque peu leur position.

ARRÊT DE LA HAGUE POUR SIX MOIS

Demande le SNPEA CFDT

«Il serait hasardeux, dans les conditions actuelles, de traiter plus de 100 à 150 tonnes par an de combustible eau légère, si l'on veut garder la maîtrise de l'ensemble». Il s'agit de l'usine de La Hague, seule usine de retraitement des combustibles irradiés en centrale dans le monde. Ce jugement est extrait d'un rapport explosif, adopté lors d'une réunion de synthèse du Comité Hygiène et Sécurité élargi (comprenant donc des membres de la direction du CEA), en juin 1977. Ce rapport n'a été publié ni par le CEA, ni par la COGEMA, ni par le ministère de l'industrie, lui aussi représenté à ce comité. Il est vrai qu'au moment même où ses conclusions étaient adoptées, avec réserves en ce qui concerne la CFDT, la COGEMA signait des contrats de retraitement mirobolants avec l'Allemagne (1 000 tonnes de combustible), le Japon (2 300 tonnes), la Suède (600 tonnes), en prétendant que l'usine pouvait retraiter jusqu'à 800 tonnes de combustibles par an !

Le rapport du CHS élargi apporte donc un démenti cinglant aux propos rassurants du CEA et du ministre de l'industrie. Le SNPEA-CFDT, qui a pris l'initiative lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi à Paris de donner son commentaire du rapport, souligne pourtant que l'enquête du CHS élargi, a, du fait de la direction, laissé de côté des points importants : «Les travaux du comité ont été conduits en éliminant presque systématiquement les effets de l'impératif de production sur les conditions de travail, la sécurité et la fiabilité des installations», souligne le syndicat.

Les extraits que nous publions ci-dessous du commentaire syndical de ce rapport n'en prennent que plus de valeur. Car, à eux seuls, ils constituent déjà un acte d'accusation suffisamment grave pour remettre en cause le programme électronucléaire de l'EDF. Car en matière de nucléaire, si un maillon de la chaîne du combustible vient à manquer, l'ensemble est touché.

E.B.

Une première enquête avait déjà eu lieu en 1972, à la suite de grèves dans l'usine sur la question de la sécurité. Les décisions qui s'ensuivirent ne sont toujours pas appliquées dans leur intégralité. Fin 76, le personnel de La Hague, bientôt suivi par les autres centres de production du CEA, engageait une longue grève, contre la privatisation de leur usine, et

pour exiger que l'usine soit remise en état. La création du comité Hygiène et sécurité élargi est donc une conséquence de la grève.

Quatre groupes de travail ont enquêté dans l'usine, le comité se réunissant en réunion plénière trois fois. Voici, sous forme d'extraits comment le SNPEA-CFDT présente les travaux des commissions :

1) Technologie des installations

Ce groupe devait regarder, en particulier, la situation actuelle (du fait du vieillissement, adaptation aux tâches prévues), l'examen des situations accidentelles et l'état d'avancement des dossiers de sûreté. L'usine conçue relativement tôt après le démarrage de celle de Marcoule a été très souvent modifiée et a dû s'adapter à différents types de combustibles. En raison de ces modifications imposées et du vieillissement, particulièrement rapide en milieu actif, de nombreux problèmes se posent :

-La corrosion et la contamination des gaines de ventilation de l'usine sont inquiétants. Certaines doivent être complètement remplacées et des filtres doivent être posés à la sortie des cellules fortement contaminantes.

-En liaison avec ce premier point, l'efficacité du réseau de ventilation doit être améliorée et doit pouvoir être contrôlée. A noter que ces gaines ne sont dotées d'aucun dispositif de détection d'incendie.

-La contamination des eaux de piscine (stockage du combustible dégainage mécanique) est un problème majeur qui est encore très mal résolu. Il s'ensuit une contamination atmosphérique anormale. A ce propos il faut noter que les gaines des combustibles «eau légère» ayant été réputées parfaitement étanches, les piscines de stockage de l'atelier Haute Activité Oxyde

n'étaient pas pourvues de système de filtration des eaux. La tenue des gaines n'ayant pas été à la hauteur de leur réputation, il a bien fallu y adapter après coup un ensemble de filtration, puis un deuxième lorsque le premier s'est révélé inopérant. (...)

(...) Les installations déclassées, bien que fortement irradiantes et contaminantes, ne sont pas démantelées et sont la source de risques inutiles. (...)

(...) A l'atelier Plutonium, la salle 817, zone d'élaboration de l'oxyde de plutonium est devenue une zone à contamination quasi permanente qui exige une rénovation complète avant la mise en service du bâtiment Moyenne Activité Oxyde (MAO) vers 1981-82. (...)

(...) La station de traitement des effluents voit sa capacité de traitement largement dépassée aussi, ce qui limite le facteur de décontamination des effluents et donc la capacité de retraitement de l'usine. Une nouvelle station doit être mise en service en 1981. Jusque là, aucune amélioration n'est à attendre. (...)

(...) Un grand nombre de détails techniques à modifier ou à améliorer ; il convient de l'exécuter dans les délais les plus brefs, si l'on ne veut pas se heurter à des difficultés et subir des retards, des zones où les conditions de travail sont difficiles et souvent pénibles. Il suffit pour cela de se rapporter aux comptes rendus de visite. (...)

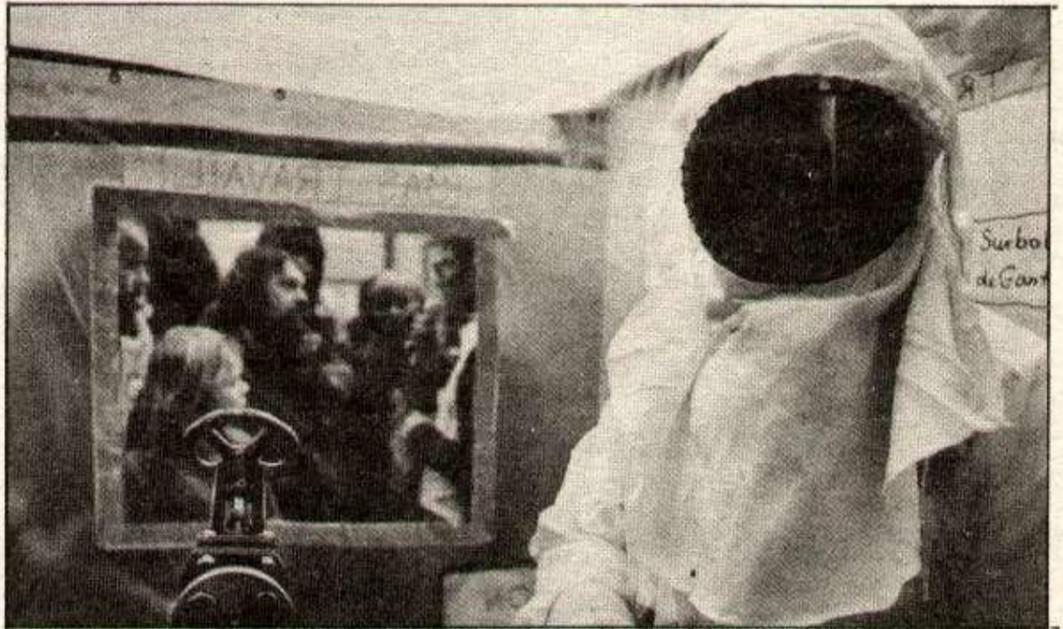
2) Fiabilité et sécurité des installations

(...) Toujours à l'atelier plutonium, les installations de pompage et d'extraction, (séparation de l'uranium et du plutonium) sont mal conçues et conduisent

à des conditions d'intervention très pénibles. Par exemple, les tuyauteries non bridées et l'espace de travail en boîte à gants trop restreint font que dans

● Le rapport du CHS élargi met en cause la sécurité à l'atelier plutonium.

● 150 tonnes au maximum, selon le CHS. La COGEMA a signé des accords pour 3 900 T !



certain cas le remontage complet d'une pompe réparée est impossible.

A la station de traitement des effluents, l'absence de matériel de manutention adapté rend longues, délicates et dangereuses certaines opérations de maintenance (levage de plaques de fonte de 4 tonnes obtenu en supprimant la sécurité du pont de levage, défaut de conception obligeant à utiliser 20 personnes pour un travail simple, d'où des irradiations inutiles).

A noter également que, pour des raisons de délai de mise en service, on néglige très souvent l'essai en «inactif», ce qui fait du

moindre incident de redémarrage la source de déboires, de répétition de travaux déjà faits (il faut par exemple décontaminer à nouveau avant de remettre en état) et d'irradiation inutile. C'est un incident de ce type qui a déclenché la grève de l'automne 1976. Parce qu'il «fallait» redémarrer le 3 septembre, on n'a pas pris le temps d'un essai en inactif sur une installation qui avait été décontaminée puis réparée pendant l'été... Une vanne restée ouverte a fait se déverser dans la zone une bonne quantité de liquide actif : deux mois de travail réduits à zéro. Des doses d'irradiation encaissées pour rien.

3) Sécurité, conditions de travail et environnement

-Le concepteur ne tient pas suffisamment compte du fait que les exploitants vivent en permanence dans l'usine. Par exemple, dans la nouvelle installation oxyde (HAO), les fenêtres ont été oubliées ainsi que les sanitaires...

-Les personnels de radioprotection, trop peu nombreux, sont eux aussi dispersés, doivent délaissier les opérations jugées non urgentes et n'ont que rarement la possibilité de se former ou de se recycler.

4) Problèmes de personnel

-Une formation correcte à la Sécurité devrait être dispensée à tous (223 agents travaillant dans

l'usine n'ont jamais suivi les cours de base de sécurité).

La position de la CFDT

Alors qu'aux piscines de la Hague, en raison de la contamination des eaux, le travail devait se faire en masque, on a assisté à une montée anormale de contamination (15 fois la concentration maximale admissible en gaz ou aérosols radioactifs). L'alarme a déclenchée par les appareils de mesure. Cette alarme signifie l'évacuation immédiate du bâtiment. Le responsable de l'exploitation s'est contenté d'effacer l'alarme en enjoignant aux travailleurs de poursuivre leur activité.

D'autre part, bon nombre des travaux urgents, concernant des installations dangereuses, ont été remis à plus tard, en 1978, 79... voire 81. Il est difficilement tolérable de continuer à travailler pendant plusieurs années, dans les mêmes conditions à l'atelier plutonium, au traitement des effluents, à l'atelier de décon-

tamination... alors que tous les groupes de travail ont reconnu la nécessité et l'urgence qu'il y avait à changer cet état de chose.

(...) On pourra juger aussi de la volonté de la direction du CEA de donner la priorité à la sécurité, en observant le plan de charge qui sera retenu pour les années à venir. En effet, le groupe de travail n° 3 a étudié l'évolution des rejets dans l'environnement dans le cas du traitement des combustibles oxydés. La quantité et l'activité des rejets dépend du facteur de décontamination des différents effluents liquides ou gazeux au cours des différentes étapes du procédé : autrement dit, de la capacité des installations à séparer et stocker les corps radioactifs qui sont présents dans les effluents. A ce point de vue, le maillon essentiel de cette séparation est constitué

par la station de traitement des effluents, installation qui est «à bout de souffle» et dont le remplacement est prévu pour 1981.

Les conclusions du SNPEA CFDT

Cette situation amène le SNPEA CFDT à prendre les positions suivantes :

a) Confirmation de la nécessité du traitement des combustibles irradiés,

b) Limitation absolue du programme EDF au premier contrat-programme (16 réacteurs) tant que l'on n'est pas assuré, sur le plan technique et des capacités, de retraiter les combustibles irradiés des réacteurs EDF,

c) Arrêt immédiat de six mois environ de l'usine de la Hague, pour les réparations urgentes, permettant un retraitement à peu près correct des combustibles graphite-gaz,

d) Adaptation de l'usine de Marcoule au retraitement des combustibles uranium naturel-graphite-gaz à fort taux d'irradiation, en tenant compte des enseignements de la Hague,

e) Arrêt immédiat de la signature de contrats de retraitement pour les réacteurs étrangers et annulation de ceux déjà signés,

f) Pas de lancement de construction d'une nouvelle usine de retraitement tant que l'installation actuelle avec HAO n'aura pas permis une vérification des techniques à l'échelle industrielle

g) Pendant les 3 à 4 ans qui viennent (1978-1981) :
- retraitement des combustibles uranium naturel-graphite-gaz stockés et arrivant à la Hague,
- essais de courte durée de l'atelier HAO pour définir les possibilités et les conditions d'utilisation à un rythme industriel,
- construction d'une nouvelle station de traitement des effluents et d'un nouvel atelier d'extraction du plutonium,
- révision complète de l'usine à la fin du retraitement des combustibles uranium naturel-graphite-gaz.

Vers 1981, en fonction de l'expérience acquise sur l'atelier HAO, la décision pourrait être prise de construire une nouvelle usine de retraitement et donc, la continuation éventuelle du programme électronucléaire.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 6 Octobre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cinq à sec
 21 h 25 - L'événement
 22 h 30 - Allons au cinéma
 23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les formations politiques
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Lorenzacio
 22 h 25 - Journal
 22 h 45 - Lorenzacio (suite)

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 40 - Tribune libre
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - C'est dur pour tout le monde
 21 h 55 - Journal

Vendredi 7 octobre

TF 1

19 h 00 - Recherches dans l'intérêt des familles
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Au théâtre ce soir : Bichon
 22 h 35 - Télé foot 1
 23 h 35 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - D'Artagnan amoureux
 21 h 35 - Apostrophe
 22 h 45 - Journal
 22 h 50 - Ciné-club : Brewster Mc Cloud

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le rideau de fer
 21 h 30 - Le Gange
 22 h 25 - Journal
 22 h 30 - Émission alsacienne

BLOC NOTES

À propos de la critique du film «Les enfants gâtés» de Bertrand Tavernier

Vous avez publié une critique du film «Les enfants gâtés» de Bertrand Tavernier dans le QdP du 13 septembre.

Dans cette critique, vous soulignez quelques aspects positifs de ce film comme la manière dont nous est montré Paris, livré aux promoteurs ou certaines pratiques de requins de l'immobilier. C'est là en effet ce que Tavernier arrive encore le mieux à montrer avec humour. Certaines scènes du début du film où Piccoli loue son appartement avec moquette, et où on découvre qu'il y a un trou dans le mur de la cuisine et qu'on entend toutes les annonces publicitaires du supermarché du rez-de-chaussée, touchent justes.

Mais votre critique porte sur le fait que les seules «littes montrées sont celles des couches petites-bourgeoises». En fait, c'est bien de ce sujet que traite le film et c'est bien là un aspect important de la réalité parisienne dont il faut tenir compte. Il me semble que le point principal de la critique doit plutôt traiter de la manière dont sont présentées ces littes.

Tavernier nous montre un comité de locataires qui se forme dans un immeuble comme on en voit pas mal à Paris, où les loyers des studios dépassent 1 000 F. Mais, à travers ce comité de locataires, Tavernier donne une certaine image de tout un courant existant sur Paris. On peut apercevoir de fait au passage dans le film toute une série d'associations qui se sont développées et qui ont pris une certaine importance dans l'actualité, notam-

ment depuis les municipales où est apparu ce courant sur le plan électoral avec les listes Paris-Écologie. Or la vision qui se dégage dans le film de ces associations est très superficielle. A travers ce comité de locataires, l'image qu'on retient des associations c'est celle de gens révoltés certes contre les scandales de l'immobilier dont ils sont victimes mais qui au fond s'amuse beaucoup et dont la lutte est autant un prétexte pour faire des réunions de petite famille qu'autre chose. Il ne s'agit pas de nier que cet aspect puisse exister mais Tavernier ne nous montre que cela et l'image qui ressort des militants de ces associations est celle de personnages sans épaisseur. La scène de la visite du promoteur lors de la petite fête de quartier est tout à fait significative à cet égard : on le chahute gentiment, sans plus, le tout dans la bonne humeur.

Et surtout, n'est pas montrée une réalité importante de ces associations : la méfiance et le rejet existant à l'égard des partis de droite et de gauche et les raisons de ce rejet. Au contraire, on aperçoit à ce comité un militant du PCF bien gentil qui arrive en retard à cause de sa réunion de cellule et les déclarations du promoteur sur l'Union de la gauche sont assez claires : si la droite passe, on continuera comme avant, si c'est la gauche, on pourra plus continuer nos pratiques de requins.

Au militantisme bien sage des membres de ce comité de locataires, ratta-

ché à la Confédération nationale du logement, correspond en parallèle des clans d'œil à la gauche.

Et si cette réalité existe au sein de certaines associations, elle n'est pas du tout, et de loin représentative de l'ensemble.

Si Tavernier est capable

de montrer, avec un certain talent des aspects du passé comme dans «Que la fête commence» ou le «Juge et l'assassin», en revanche quand il aborde le présent, il n'innove guère.

L. Paris 20^e

Communiqués

Le Comité de solidarité avec le peuple thai organise le 7 octobre 1977 à 20 h 30 au 4 place Saint Germain-des-Prés (à Paris) une réunion publique sur le thème : «Un an après le coup d'État militaire».

Les objectifs de cette réunion sont :

- le soutien aux 18 étudiants et employés dont le procès reprendra le jour même devant un tribunal militaire de Bangkok, et à tous les détenus politiques,
- la condamnation de l'absence de liberté démocratique en Thaïlande depuis le 6 octobre 1976.

Après deux mois de mobilisation et de lutte, le secrétariat d'État aux DOM-TOM a cédé et ainsi, Salima Adjali peut retourner en Guyane (...)

C'est une première victoire des forces éprises de justice et de liberté.

Cependant, l'affaire est loin d'être réglée : le secrétariat d'État aux DOM-TOM n'ayant délivré à Salima Adjali qu'un visa de touriste valable 3 mois qui expire le 22 décembre 1977, et un permis de séjour de la même durée.

Il est ainsi démontré que le secrétariat d'État aux DOM-TOM se plie à la décision du Conseil d'État mais qu'il tente en même temps de mettre des restrictions au séjour de S. Adjali en Guyane et en France.

De plus, l'annulation de l'arrêté d'expulsion est du ressort du tribunal administratif qui se réunira dans les mois à venir.

Il est inutile de préciser à ce sujet que des pressions ne manqueront pas d'être exercées sur les juges chargés de se prononcer sur la validité du dit arrêté.

La lutte continue donc (...)

Le comité guyanais

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

86^e épisode

Arezki m'appela d'un signe. Nous montâmes dans la voiture vide.

- Comment vas-tu? demandai-je très vite.
- Ça va. Mais ils m'ont gardé jusqu'à ce matin.
- Pour une simple vérification?
- Eh oui. Quand ils nous ramassent, ils nous gardent toute la nuit. Va expliquer ça à un chef. Bon, écoute-moi vite. Ce soir, je ne pourrai pas te voir. Demain, c'est fête. Dimanche... A lundi soir. Je ne peux pas te téléphoner? Si oui, écris-moi le numéro, pose-le dans la boîte et je le trouverai tout à l'heure.

La chaîne marchait, la vie marchait, la guerre marchait, et, pris dans ces carcans, nous tentions d'arracher de calmes et doux instants de plaisir.

— Joyeux Noël! vint me dire Gilles.

— Merci, monsieur.

Il me tendit l'enveloppe qui contenait la paye.

Je cherche, sans trouver, comment décrire ce qui se passait quand Gilles était là, devant vous. Il vous donnait envie de travailler. Il vous restituait la dignité que l'abrutissement de la chaîne, et le mépris des chefs vous avaient ôtée. Il vous rassurait. Exigeant et sévère, il était d'une justice remarquable. Il écoutait Saïd avec le même intérêt qu'il portait au chef de la fabrication. Il n'avait pas d'affection pour les ouvriers, mais une estime égale pour chacun d'eux. Enfin, par chance, la nature l'avait doté de ce visage aux traits énergiques et fins, à l'expression directe, ouverte et généreuse.

A cinq heures, la joie coulait au long de la chaîne. « Une heure, camarades, et c'est le repos! Trois jours. Cette nuit, le réveillon. On va s'en mettre jusque-là, et demain, on recommence. Dimanche, on récupérera. Et lundi... Mais d'ici lundi, trois jours... La paye va y passer... »

— Vous allez faire la fête? me demanda Mustapha.

— Moi? Non, et vous?

— Moi, dit-il, je peux pas. C'est la guerre, mademoiselle.

— Et moi non plus, je n'en ai pas envie.

— On se rattrapera après! cria-t-il en descendant.

Il se retourna et se pencha un peu :

— ... si on n'est pas mort...

Dans le vestiaire, la joie des femmes était bruyante. Elle ne me donna aucune amertume. Je ne les enviais même pas. Elles payaient assez cher les plaisirs qui les attendaient. Ces quelques minutes de liesse, le rire facile, la blouse sale jetée en boule, rappelaient l'excitation joyeuse des vacances écolières.

Noël parisien, presque doux, pluvieux; serpents profanateurs, pétards troublant l'aube magique. Je me réveille en sursaut. Ce sont les réveillonneurs qui rentrent, éméchés. Voluptueusement, je traîne dans le lit. Un coup au cœur, le visage d'Arezki a tué cette joie. Je découvre la fadeur des plaisirs non partagés. Mais reste l'espérance, l'incurable espérance, et la joie renaît. Je recompose Arezki pour moi-même, avec les détails que la mémoire me restitue, les images fichées dans mes yeux. Je ne pourrais parler de sa beauté, le mot serait impropre.

Sec, sans muscle apparent, les veines grosses sur le bras maigre, les doigts fins, il va de sa démarche calme, rentre légèrement le cou dans les épaules avec cette façon frileuse qu'ont les Arabes, qui marchent voûtés quand ils ne se tiennent pas exagérément droit, les bras en balancier. Ses cheveux, dont il prend grand soin, haisent, plus frisés sur les tempes, montent en rangs serrés, étirent son profil. Je cherche à deviner sa figure à venir, plus sarrazine encore. Des creux et peu de chair, et, sur la bouche restée rouge, la trace blanche de la moustache.

à suivre

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Reportage réalisé
par la délégation
du *Quotidien du Peuple*
en Chine



SHANGHAÏ A l'usine N° 5 de teinturerie et d'impression (2)

«SI DES GENS COMME ÇA ENTRAIENT AU PARTI, IL CHANGERAIT DE NATURE»

A l'intérieur de l'usine, la pratique des partisans des Quatre tendait à diviser les ouvriers entre eux : pour cela, ils attaquaient à outrance les ouvriers chevronnés, ayant une longue expérience de la révolution. Ils les accusaient d'être engagés dans la voie capitaliste, sous prétexte que leur rémunération était plus élevée du fait de leur qualification, ils les accusaient d'être partisans de la théorie révisionniste des forces productives, de produire aveuglément pour une ligne fautive, sous prétexte qu'ils s'attachaient à promouvoir et à améliorer la production. Au nom de la lutte contre le droit bourgeois, ils essayaient ainsi de dresser des jeunes contre ces ouvriers expérimentés. Par leurs agissements, en les maltraitant et en les persécutant, ils se sont rendus responsables ainsi de la mort de 6 ouvriers.

Par exemple, il y avait un ouvrier vétérinaire, très exigeant dans son travail : il se trouvait dans le même atelier qu'Hou Kai-nuin, et l'avait critiqué. Hou Kai-nuin le haïssait : après le déclenchement de la Révolution Culturelle, il calomnia les vétérinaires comme «base de la restauration capitaliste», reprochant au Comité de Parti de leur accorder trop d'importance. Il se comportait à l'égard de ce vétérinaire comme un fasciste, le giflant et appelant les autres à le gifler. Bouleversé, excédé par ces traitements, ce vieil ouvrier en arriva un jour à se jeter du haut d'un bâtiment et à se tuer. Hou Kai-nuin fit alors placarder une affiche : «Ce suicide montre la crainte d'être coupable».

Ce qui suscita une grande indignation. Si la confusion a pu exister quelque temps, si des ouvriers, des jeunes notamment, ont pu se laisser entraîner, de tels actes ont révélé de plus en plus nettement qui étaient les révolutionnaires et qui étaient les contre-révolutionnaires. «Vous vous comportez comme des fascistes», ont déclaré alors de nombreux ouvriers.

En 1974, lors du mouvement contre Lin Biao et Confucius, les partisans des Quatre se mirent à attaquer, en vue de les abattre, pas moins de 80 personnes : membres du Comité du Parti et ouvriers chevronnés. Les travailleurs ont alors commencé à discerner beaucoup plus clairement ce que les partisans des Quatre entendaient par «faire la révolution». Au lieu de critiquer les conceptions erronées et de restreindre au maximum la cible, ils l'élargissaient au maximum, provoquant des émeutes et mettant gravement en danger l'unité du Parti, des organisations de masse et du peuple. Ils ne faisaient que poursuivre l'attitude, dénoncée par Mao Tsé-toung, dans les débuts de la Révolution Culturelle, et qui consistait à «tout abattre» et à «provoquer une guerre civile générale».

Malgré l'isolement progressif de ses représentants et de Hou Kai-nuin en particulier, les échelons supérieurs du Parti renforcèrent alors leurs pressions sur le Comité de l'usine pour qu'il l'admette au Parti, disant : «Il faut vous soucier de la progression politique du chef du syndicat». Le Comité s'y refusa : *Cet individu a le marxisme-léninisme à la bouche, mais dans ses actes, il a une pratique fasciste, se livre à des malversations. On ne peut admettre un tel individu dans le Parti.* Et encore : «Si des individus de ce genre entraînent au Parti, il changerait de nature». La grande masse des travailleurs de l'usine était alors également opposée à son admission.

Les partisans des Quatre en arrivèrent à s'organiser en une bande d'intérêts opposés au Parti : tout en cherchant à s'infiltrer dans le Parti, ils avaient constitué une sorte de Comité du Parti clandestin, à eux.

Une âpre lutte se menait donc sur la question des adhésions au Parti. L'une des plus significatives, impliqua l'ensemble des

ouvriers de l'usine, qui intervinrent dans le débat. En effet, un membre de l'usine avait déclaré, dans sa demande d'adhésion : «*Au cours de la révolution de janvier (début de la Révolution Culturelle à Shanghai), sous la direction des rebelles ouvriers de Shanghai, les ouvriers ont repris le pouvoir aux responsables engagés dans la voie capitaliste.*». Les ouvriers ont réagi et réfuté cette formulation : «*Ce n'est pas cela qu'il faut dire, mais : c'est sous la direction du président Mao et du Parti Communiste Chinois que les ouvriers ont repris le pouvoir aux responsables engagés dans la voie capitaliste.*». Des assemblées générales de cellule discutèrent des deux formules et de l'adhésion du camarade. L'enjeu était clair : qui avait dirigé la Révolution Culturelle ? Mao Tsé-toung et le Comité Central du Parti, ou Wang Houg-wen qui se présentait comme l'un des chefs du Quartier général des rebelles ?

Ainsi dans cette usine, sous la direction du Comité du Parti qui a su maintenir fermement ses positions et préserver son unité, la ligne et les agissements des Quatre ont pu être combattus et contrecarrés des années durant. Leur audience s'est rétrécie et chez les travailleurs, sur la base de l'expérience, s'était développée une conscience de plus en plus claire de la nature politique des agents des Quatre, de leurs méthodes de recrutement et de division, du sens de leurs attaques : contre les acquis de la révolution et les tâches d'édification socialiste. Très peu de temps après l'écrasement de la bande des Quatre, leurs partisans, avec à leur tête les trois

secrétaires politiques du Comité du Parti de Shanghai, ont donné l'ordre de distribuer des armes à toutes les usines : ultime tentative pour entraîner une partie des ouvriers dans une guerre civile contre-révolutionnaire. Le Comité de Parti a refusé catégoriquement : «*Pourquoi prendre les armes ?*». Le cas de cette usine n'est assurément pas unique : malgré les postes clés qu'ils détenaient, malgré leurs préparatifs et leurs efforts de longue date pour faire de la milice de la ville, une armée à eux, les partisans des Quatre ont été impuissants à provoquer la moindre émeute, révélant par là qu'ils se trouvaient extrêmement isolés.

Demain :
Shanghai : La mainmise des Quatre
sur les éditions

